

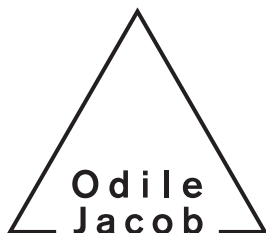
LUC FERRY

avec le Conseil d'analyse de la société

FACE À LA CRISE

Matériaux pour une politique
de civilisation

Rapport au Premier ministre



« PENSER LA SOCIÉTÉ »

Collection dirigée par Luc Ferry, président délégué du Conseil d'analyse de la société.

« Penser la société » publie les essais et les rapports écrits par des membres du Conseil d'analyse de la société ou par des auteurs qu'il a sollicités sur les questions de société de toute nature qui font aujourd'hui débat : des transformations de la famille moderne aux enjeux bioéthiques, en passant par les défis du développement durable, de l'éducation ou de la mondialisation. Les ouvrages de la collection s'attachent à présenter des synthèses originales, claires et approfondies, associées à des propositions de réformes ou d'initiatives politiques concrètes.

Le Conseil d'analyse de la société a pour mission d'éclairer les choix et les décisions du gouvernement dans tout ce qui touche aux faits de société. Il est composé de trente-deux membres, universitaires, chercheurs, artistes, représentants de la société civile de toutes sensibilités politiques, dans les domaines des sciences humaines.

© ODILE JACOB, MAI 2009

15, RUE SOUFFLOT, 75005 PARIS

| |
|--|
| www.odilejacob.fr |
|--|

ISBN : 978-2-7381-2338-1

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2° et 3° a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4). Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Contrairement à l'opinion un peu partout mise en avant aujourd'hui, la crise actuelle n'est pas d'abord une crise financière, mais une crise économique¹ – ce qui, en un sens, est beaucoup plus grave, plus profond, et implique des réponses plus fondamentales. L'image d'Épinal selon laquelle il y aurait une « bonne » économie, l'économie réelle,

1. Sans vouloir nullement l'engager dans les propos qui vont suivre, nous reprenons ici à notre compte l'idée avancée par Patrick Artus lors de l'excellente intervention qu'il a bien voulu faire devant les membres du CAS en mars dernier. À la fois profonde, intelligente et claire, elle nous a beaucoup impressionnés. Que Patrick Artus en soit ici chaleureusement remercié. Que soit également remercié, sans davantage l'engager, Jérôme Fournel, ancien responsable du budget à l'Éducation nationale, puis à Matignon, dont l'intelligence et la compétence sont incomparables.

et une « mauvaise », l'économie « casino », image popularisée dès les années 1980 auprès du grand public par le film *Wall Street*, ne résiste pas à l'analyse. Il y a du vrai en elle, bien entendu, mais finalement assez peu. La thèse selon laquelle ces deux « économies » seraient tout à fait séparables est inexacte et même absurde. Elle rencontre pourtant un large écho parce qu'elle est en un sens rassurante : il « suffirait » (toujours ces bons vieux « y a qu'à »...) de « moraliser » le capitalisme, de mettre ici ou là quelques garde-fous, quelques « cliquets » pour empêcher les audaces inconsidérées des banquiers et, hop, le tour serait joué, on reviendrait à la bonne pratique de banques destinées à financer l'industrie et non à faire de l'argent avec l'argent au nom d'une avidité aussi insensée que sans limites.

Le problème, c'est que la vérité est assez différente. C'est bel et bien l'économie réelle, et non au premier chef la cupidité de quelques financiers fous, qui est à l'origine du dérapage de la fameuse crise des *subprimes* – dérapage que nul, bien entendu, ne conteste, comme nul ne conteste d'ailleurs la nécessité impérative d'y mettre un terme, mais dont il est essentiel de percevoir qu'il est second et non premier dans le déclenchement de la crise. En effet, si le problème ne réside pas

principalement dans les dérives de certains acteurs (les banques américaines), mais plonge ses racines au cœur même du système de l'économie moderne, les solutions qu'il convient d'envisager changent de nature et impliquent d'ouvrir de nouvelles perspectives sur la dynamique qui nous a conduits à de telles difficultés.

Tel est l'esprit qui anime ce rapport – dont les propositions audacieuses n'engagent évidemment que ses auteurs, le politique restant, cela va sans dire, totalement libre de l'usage qu'il juge bon d'en faire. Dans ce cadre, nous nous sommes volontairement abstenus d'évoquer les mesures déjà prises par le gouvernement ou celles sur lesquelles il y a consensus (relance par l'investissement, régulation confiée au G20, meilleure indemnisation du chômage partiel, etc.), pour nous concentrer sur des propositions autant que possible nouvelles. Dans le même esprit, nous avons pour l'essentiel limité notre propos, conformément aux missions qui sont celles de notre conseil, aux questions « sociétales ». Ce rapport ne prétend donc nullement épuiser tous les domaines de réponses à la crise, mais seulement mettre au jour un axe de réflexion trop souvent négligé et pourtant porteur de sens.

Mais commençons d'abord par expliquer pourquoi c'est bien au cœur de l'économie que gît la difficulté et non seulement dans des déviations de l'univers « maléfique » de la finance. Nous nous en tiendrons ici, bien entendu, aux grands traits de l'analyse qui suffisent à la poursuite de notre raisonnement.

*Une crise d'abord économique,
après coup seulement financière,
sociale et politique*

Depuis les années 1980, comme l'a montré notamment l'économiste Patrick Artus, les pays occidentaux les plus industrialisés, et en particulier les États-Unis, ont connu une bipolarisation croissante du monde du travail, avec, d'un côté, des travailleurs très formés bénéficiant de fortes rémunérations, et de l'autre, au contraire, une masse de salariés faiblement rétribués parce que moins qualifiés. En clair, la mondialisation a laminé ce qu'on pourrait nommer le « milieu de gamme » dans l'éventail des emplois, elle a conduit, si l'on veut dire les choses plus brutalement, à un formidable tassement des classes moyennes. Or ce sont

elles qui tiraient la croissance, elles qui consommaient le plus. D'où la nouvelle équation à résoudre pour que le développement économique continue : comment faire de la croissance malgré cette bipolarisation, malgré cet affaiblissement des classes moyennes ? Réponse : grâce à l'endettement massif des ménages tout à la fois les plus nombreux et les moins riches. Conséquence : ce ne sont plus désormais les salaires qui vont porter la croissance, mais les crédits. En d'autres termes, on va faire de la richesse, non plus avec de la richesse, mais avec de la dette. De là, dans les quinze dernières années, la mise en place aux États-Unis de systèmes de prêt à très haut risque, accordés non sur les revenus des intéressés mais sur les biens qu'ils vont acheter – en l'occurrence, de l'immobilier. De là aussi, par voie de conséquence, la fameuse crise des *subprimes*, c'est-à-dire de ces clients de « second choix » qu'on a fortement incités à s'endetter bien au-delà du raisonnable.

La crise est ainsi liée, non seulement à la chute de l'immobilier, mais plus fondamentalement encore au fait que les capacités d'endettement sont saturées – la France, où, en gros, on ne prête qu'aux riches, étant de ce point de vue un cas assez particulier (le taux d'endettement des

Français restant relativement faible). Cela explique aussi le fait qu'aux États-Unis, les secteurs les plus touchés y soient ceux, comme l'automobile, où il est dans la majorité des cas nécessaire de recourir à un crédit dont les limites sont désormais atteintes. Notons encore que c'est à partir de 1993 que le gouvernement américain met en place le *Community Reinvestment Act*, qui va contraindre les banques à prêter davantage aux moins fortunés – ce pourquoi c'est sur la valeur des biens achetés que les prêts sont hypothéqués, alors qu'en France ils sont en général accordés en fonction des revenus des ménages.

Si l'on admet le raisonnement qui précède – et que les chiffres de l'endettement américain corroborent sans faille –, on comprend en quel sens c'est seulement dans un second temps, sur fond de cette nouvelle logique économique, que la crise financière va se greffer. Car c'est bien après coup qu'on va titriser les crédits à risque, puis les disséminer à l'ensemble des banques de par le monde en les dissimulant, avec la complicité des agences de notation, dans des produits financiers peu lisibles – auxquels, à ce qu'on dit, les banquiers eux-mêmes ne comprenaient pas grand-chose... Qu'il ait fallu également, pour mener cette opération à bien, la collaboration active de

certains banquiers ne fait évidemment aucun doute, notamment s'agissant de la banque centrale américaine qui ne pouvait pas ne pas comprendre et approuver activement ce qui se passait. Mais il n'en reste pas moins que le monde de la finance, pour coupable qu'il soit, n'est pas à l'origine première de la crise, qui est d'abord issue de l'économie réelle. C'est sur fond de cette logique que l'excès d'endettement a alimenté une bulle spéculative immobilière et financière, bulle dont l'éclatement produit, comme toujours dans ce cas de figure, des effets négatifs de perte de confiance qui affectent en priorité le système bancaire, puis rejaillissent sur l'économie réelle en rendant le crédit difficile d'accès, avec les conséquences que tout le monde connaît aujourd'hui, d'abord sur l'emploi, puis sur la consommation et, demain, sur le pouvoir d'achat.

Il y a bien entendu d'autres dimensions encore dans cette crise – notamment un basculement, que tous les observateurs ont pour le coup noté, de l'Occident vers l'Asie. À vrai dire, trois événements se télescopent dans les années 1990 : l'enclenchement d'une logique d'endettement massive que nous venons d'évoquer, l'apparition sur la scène économique mondiale des grands pays

émergents et l'augmentation délirante des exigences de rémunération du capital (ce qu'on appelle en général le « court-termisme »). Nous ne prétendons nullement analyser ici tous ces aspects – ce qui dépasserait de loin le cadre de notre propos. Une fois encore, ce qui est essentiel à nos yeux, c'est de bien comprendre que c'est d'abord l'économie réelle qui a été à l'origine de la crise financière et bancaire, puis de la crise de confiance qui, en retour, rétroagit sur l'économie réelle.

C'est évidemment beaucoup plus embêtant.

Même si les taux d'endettement des Français sont deux à trois fois moindres que ceux des Américains, il serait hasardeux de chercher un remède à la crise en s'engageant sur la même voie que ces derniers, puisque c'est elle qui a conduit au désastre. Il y a sans doute un peu de marge, mais le chemin n'est pas le bon. Quant à la « solution » qui consiste à trouver de nouveaux marchés, par exemple l'économie verte, pour judicieuse qu'elle soit dans l'optique de renouer avec une croissance fondée sur la richesse et non sur la dette, elle risque de n'être à nouveau qu'une fuite en avant. Nécessaire et même souhaitable d'ailleurs, mais qui ne changera pas, comme nous allons le voir dans un instant, la

nature intrinsèquement problématique et profondément frustrante du système de la mondialisation libérale. Car ce n'est pas la « mauvaise économie casino » qui est en cause, mais bel et bien la « bonne économie réelle », et ce pour des raisons de fond qu'il faut maintenant analyser si l'on veut rendre compte de la part de non-sens qu'implique la mondialisation, quels que soient par ailleurs ses bienfaits¹, et tenter si possible d'y apporter remède.

*De la mondialisation
comme système destructeur de sens,
ou pourquoi la politique tend à perdre
le contrôle sur le cours de l'histoire*

Qu'est-ce, en effet, que la mondialisation – ou, comme on dit dans toutes les langues autres que le français, la « globalisation » ?

1. Que nous ne cherchons pas à nier : en gros, les inégalités ont sans doute augmenté dans le monde du fait de la mondialisation, mais il n'empêche que les plus pauvres tendent malgré tout à être moins pauvres qu'avant. Surtout, la mondialisation implique une ouverture des pays les uns aux autres qui est en soit plus qu'une bonne chose. Il s'agit donc ici de dévoiler ses effets pervers intrinsèques, pas de la condamner globalement.

D'abord et avant tout, il s'agit de deux moments cruciaux dans l'histoire de l'Europe, de deux événements qui font époque chez nous avant de s'étendre au reste de la planète.

La première phase de la mondialisation se confond tout simplement avec la gigantesque révolution scientifique qui va commencer au XVI^e siècle, marquer le XVII^e et littéralement « exploser » au XVIII^e, avec les Lumières. Cette révolution, c'est bien sûr celle des génies qui rompent avec les visions anciennes du monde, qui liquident l'alchimie et l'animisme du Moyen Âge, pour inventer les principes d'une compréhension enfin rationnelle et scientifique de l'univers – Copernic, Kepler, Galilée, à certains égards Descartes, et par-dessus tout Newton, que l'on peut considérer comme le premier physicien moderne. Pourquoi cet événement est-il si important et quel lien entretient-il avec « notre » mondialisation d'aujourd'hui ?

Disons, là encore, les choses simplement : avec la science moderne, ce qui apparaît pour la première fois dans l'histoire de l'humanité – et cette nouveauté est si radicale qu'elle mérite à l'évidence réflexion –, c'est un discours, celui de la raison expérimentale, qui va enfin pouvoir prétendre de manière légitime et crédible *valoir pour l'huma-*

nité tout entière. Jusqu'alors, toutes les visions du monde, toutes les cultures, les arts, les littératures, les philosophies, toutes les religions aussi ne valaient que de manière locale, régionale. Malgré son nom, la religion catholique elle-même – catholique, en grec, veut en effet dire « universel » – ne valait que dans un petit coin du monde. Il fallait avoir l'arrogance des Européens pour s'imaginer qu'au fin fond de l'Inde ou de la Chine, le nom du Christ devait être connu. La vérité c'est que, au XVIII^e siècle, il ne signifiait rien pour un paysan cantonais ou indien (nombreux sont ceux qui l'ignorent aujourd'hui encore). En revanche, les principes de la science moderne vont pouvoir se répandre dans l'univers entier, être enseignés peu à peu, *via* les écoles, à tous les enfants du monde. Pourquoi ? Tout simplement parce que le principe d'inertie ou celui de la gravitation valent pour les riches comme pour les pauvres, pour les puissants comme pour les faibles, pour les aristocrates comme pour les roturiers, pour les Chinois comme pour les Indiens, les Français, les Allemands, les Italiens ou les Anglais ! Ils sont par essence « mondiaux », universels. Et c'est bel et bien avec la science moderne que, pour la première fois, un tel miracle, si l'on ose dire, se produit.

Or, pour comprendre ce qui va séparer notre mondialisation actuelle de ce premier âge, il faut bien voir ceci : au moment où elle prend son essor, notamment avec le siècle des Lumières, ce fameux XVIII^e siècle de Hume, de Kant et de nos encyclopédistes, Voltaire, Diderot, d'Alembert et leurs pairs, la première mondialisation, celle qu'on peut identifier pratiquement à la révolution scientifique, apparaît portée, pour ne pas dire englobée, par ce que l'on peut pour le coup désigner à juste titre comme un formidable « projet de civilisation ». Il n'est pas seulement question de comprendre l'univers, de percer ses mystères, de le maîtriser pour le maîtriser, mais il s'agit bel et bien de construire une civilisation nouvelle, d'édifier un monde moral et politique, celui qu'entendra bientôt engendrer la Révolution française, où les hommes seront enfin plus libres et plus heureux. En d'autres termes, l'histoire possède, aux yeux des esprits « éclairés » de l'époque, une *finalité supérieure*, un sens commun. C'est alors bel et bien une « politique de civilisation » qui se met en place dans la mesure où l'on vise, par les Lumières et le progrès des sciences, un double objectif : *liberté et bonheur, émancipation des hommes et bien-être enfin démocratisé* – ce bonheur dont Saint-Just dira un peu plus tard qu'il est « une idée neuve en Europe ».

Double finalité de l'histoire humaine, donc, que l'on regroupera bientôt sous le beau nom de « progrès » : voilà bien les Lumières et l'essence, avec elles, de la première mondialisation. Elle s'adosse alors à la croyance, optimiste, dans l'idée d'une amélioration lente mais inéluctable de l'humanité par la politique, dans la conviction qu'un idéal est né, qui doit l'animer, la guider et qui englobe la science elle-même, dans le sentiment que l'histoire possède enfin un sens et que ses avancées peuvent se mesurer à une aune bien établie : l'émancipation progressive de l'espèce humaine et son cheminement, difficile mais certain, vers le bien être – ce qu'on nommera, pris ensemble, l'humanisme, la démocratie, la république...

Comme on va voir, la deuxième mondialisation, celle dans laquelle nous baignons aujourd'hui et qui émerge vraiment dans la seconde moitié du XX^e siècle, avec la naissance des marchés financiers modernes, liés à la communication instantanée sur Internet, représente tout à la fois un produit de la première et une rupture totale avec elle. Ce qui va, en effet, caractériser la deuxième mondialisation, c'est une « chute », au sens biblique ou platonicien du terme. Pour le dire simplement, la révolution scientifique que nous venons d'évoquer va « chuter »,

en quelque sorte « perche son âme ». Elle va tomber dans une structure, celle du capitalisme pour l'appeler par son nom, où elle va être soumise à une économie de compétition tous azimuts, au sein de laquelle elle va changer radicalement de signification.

De quoi s'agit-il ? Tout simplement de ceci : sous l'effet de la compétition généralisée entre les pays, les entreprises, les laboratoires de recherche, les universités, etc., l'univers dans lequel nous entrons va tendre non seulement à nous échapper de toute part, mais à s'avérer de plus être dénué de sens, dans la double acception du terme, privé tout à la fois de signification et de direction.

Pour bien comprendre cette rupture radicale, considérons un exemple simple, dont tout un chacun est témoin. Chaque année, chaque mois, presque chaque jour, nos téléphones portables et nos ordinateurs changent. Ils évoluent. Les fonctions se multiplient, les écrans s'agrandissent, se colorent, les connexions avec le Net s'améliorent, les vitesses et les mémoires augmentent, les dispositifs de sécurité progressent... Ce mouvement, directement engendré par la logique de la compétition, est tellement irrépressible qu'une marque qui ne le suivrait pas se suiciderait. Il y a là une contrainte d'adaptation qu'aucune d'entre elles ne peut ignorer,

que cela lui plaise ou non, que cela ait ou non un sens. Ce n'est pas une question de goût, un choix parmi d'autres possibles, mais un impératif absolu, une nécessité indiscutable si l'on veut tout simplement, survivre.

Le constat est banal. Ses conséquences le sont moins. Car, dans cette nouvelle mondialisation, qui met aujourd'hui toutes les activités humaines dans un état de concurrence incessante, l'histoire se meut désormais hors la volonté des hommes. On dira peut-être que ce fut toujours le cas et on aura en partie raison. En partie seulement car, justement, la promesse républicaine par excellence résidait dans l'idée que nous allions pouvoir enfin, en quittant l'Ancien Régime, faire ensemble notre histoire, prendre part collectivement à son élaboration : la concurrence devait, autant que possible, être mise au service d'un projet et d'idéaux communs qui la transcendaient. Cette promesse commençait à prendre forme au lendemain de la guerre, par exemple avec le volontarisme gaullien, dans un cadre qui était encore largement celui de l'État-nation. Aujourd'hui, elle est manifestement trahie comme jamais. Pour prendre une métaphore parlante : comme une bicyclette doit avancer pour ne pas chuter ou un gyroscope tourner en permanence

pour rester sur son axe et ne pas tomber du fil où on l'a posé, il nous faut sans cesse « progresser », mais ce progrès mécaniquement induit par la lutte en vue de la survie n'est plus situé au sein d'un projet plus vaste. Il n'est plus en quoi que ce soit intégré dans un grand dessein, mais il relève de la seule nécessité – en quoi il est devenu tout à la fois mécanique, automatique, anonyme et aveugle.

Avec la mondialisation de la compétition, l'histoire change ainsi radicalement de sens : au lieu de prétendre, ne fût-ce qu'en principe, s'inspirer d'idéaux transcendants, le progrès ou, pour mieux dire, le *mouvement* des sociétés tend à n'être plus que le résultat mécanique de la libre concurrence entre ses différentes composantes. Il suffit, pour bien comprendre cette césure avec le temps des Lumières, de réfléchir un instant à ceci, qui est directement lié à l'exemple que nous évoquions plus haut : au sein des entreprises, mais aussi des laboratoires scientifiques, des centres de recherche, la nécessité de se comparer sans cesse aux autres – ce qu'on désigne aujourd'hui sous le nom de *benchmarking* –, d'augmenter la productivité, de développer les connaissances et surtout leurs applications à l'industrie, à l'économie, bref, à la consommation est devenue un impératif tout simplement vital.

L'économie moderne fonctionne comme la sélection naturelle chez Darwin : dans une logique de compétition mondialisée, une entreprise qui ne progresse pas chaque jour est une entreprise vouée à la mort. De là le formidable et incessant développement de la technique, rivée à l'essor économique et largement financée par lui. De là aussi le fait que l'augmentation de la puissance des hommes sur le monde est devenue un processus totalement automatique, incontrôlable et même aveugle puisqu'il dépasse de toute part les volontés individuelles conscientes.

Les altermondialistes s'imaginent que, derrière les marchés financiers, il y a des « gros », des puissants, avatars des « deux cents familles » chères aux années 1930, qui, tels des marionnettistes, tirent les ficelles par en dessous. S'ils avaient raison, ce serait la meilleure nouvelle du siècle ! Il y aurait au moins des responsables, fussent-ils maléfiques (puisque c'est ainsi qu'ils les imaginent) ! La vérité, évidemment, est tout autre : derrière les marchés financiers, comme d'ailleurs derrière la vie de la presse, il n'y a rien, ni personne, seulement la puissante et mécanique logique de l'audimat ou, pour parler leur langage, de la « marchandisation du monde ». L'histoire n'est plus que le

résultat quasi inévitable de la compétition. En quoi, contrairement à l'idéal de civilisation hérité des Lumières, la mondialisation technique est bel et bien un processus définalisé, dépourvu de toute espèce d'objectif défini : nul ne sait plus où nous mène le cours d'un monde mécaniquement engendré par la concurrence et non pas dirigé par la volonté consciente des hommes regroupés collectivement autour d'un projet, au sein d'une société qui, au siècle dernier encore, pouvait s'appeler « *res publica* », république (étymologiquement, « affaire » ou « cause commune »). Au sein de cet univers, il ne s'agit plus, comme on se l'imaginait encore au temps des Lumières, de dominer la nature ou la société pour être plus libre et plus heureux, mais de maîtriser pour maîtriser, de dominer pour dominer. Pourquoi ? Pour rien justement, ou plutôt, parce qu'il est tout simplement impossible de faire autrement.

Dans cette perspective, la politique tend évidemment à se vider de son sens. Tout d'abord parce que le sens de l'histoire, justement, s'est tout à fait obscurci. Nous avançons de plus en plus vite – Daniel Halévy parlait déjà, au siècle dernier, d'une « accélération de l'histoire » –, mais dans un brouillard de plus en plus dense, et ce, pour des rai-

sons structurelles tout à fait fondamentales : les foyers de compétition qui forment comme autant de petits moteurs de l'histoire sont disséminés sur la planète en nombre potentiellement infini et nul ne peut en avoir une vue globale. Les mêmes causes entraînent une perte de contrôle des politiques sur un cours du monde qui leur échappe manifestement de plus en plus. Au reste, si tel n'était pas le cas, il serait incompréhensible qu'il y ait encore du chômage, de la récession, de la dette, des déficits, etc. Si la politique avait gardé son emprise sur l'histoire, tous ces problèmes seraient réglés depuis longtemps, ou en voie de l'être. Or c'est peu de dire qu'ils ne le sont pas, alors que d'évidence, la bonne volonté de nos gouvernants n'est pas en cause. CQFD...

Voilà pourquoi il faut avoir le courage de dire que, dans un monde « globalisé », dans un monde où la crise fait apparaître au grand jour la menace réelle du *dumping* social liée à l'émergence de nouveaux acteurs tels que l'Inde et la Chine, le problème politique numéro 1 n'est plus un problème droite/gauche, mais, bien plus en profondeur et avant toute chose, un problème de marge de manœuvre : comment les retrouver dans un univers qui nous échappe de toute part ? Voilà l'affaire républicaine par excellence aujourd'hui, affaire qui doit préoccuper tout

autant la droite que la gauche et pour les mêmes raisons. Au reste, dès qu'on quitte l'échiquier politique national, la chose apparaît évidente : les débats qu'entretiennent entre eux les principaux dirigeants européens aujourd'hui n'ont qu'un rapport très lointain, c'est le moins qu'on puisse dire, avec leurs appartenances politiques nationales.

Mais il faut aller plus loin encore dans l'analyse, même si elle doit nous écarter un instant des seules considérations économiques et politiques. Car la montée en puissance de cette logique nouvelle de la mondialisation possède des conséquences morales et culturelles si impressionnantes que la politique ne peut pas ne pas en tenir compte. Et il en est au moins trois qu'il est indispensable d'avoir présentes à l'esprit si l'on veut reconstruire un projet d'envergure. Les voici :

A - Une déconstruction sans précédent des valeurs traditionnelles liée à l'impératif absolu de l'innovation.

B - Les nouvelles contradictions intellectuelles et morales du capitalisme.

C - Une sacralisation paradoxale de l'humain au sein de la famille moderne.

*Les trois effets historiques
de la mondialisation*

Il nous semble que ces trois conséquences de la mondialisation doivent d'autant plus être prises en compte et bien comprises par les politiques qu'elles dessinent, comme en creux, le cahier des charges d'un nouveau projet politique. Elles constituent, en effet, des évolutions de fond, des moments d'une histoire de longue haleine, et c'est seulement en les considérant comme telles qu'on pourra tracer les pointillés qui peuvent la prolonger.

A. DU CAPITALISME
COMME RÉVOLUTION PERMANENTE

Sous la déconstruction des traditions, il y avait l'impératif absolu d'innovation, sous les pavés, non pas la plage, mais la mondialisation libérale !

Même si nous n'en avons plus tout à fait conscience tant nous sommes habitués aux changements et aux innovations en tout genre, nous avons vécu un XX^e siècle à nul autre pareil, un siècle qui, du point de vue de la « déconstruction » des

valeurs et des autorités traditionnelles, ne ressemble à rien de connu jusqu'alors, une époque, donc, qui ne possède à notre connaissance aucun précédent historique. Il suffit d'adopter une vue cavalière sur l'histoire de la « haute culture » pour mesurer l'ampleur de cette permanente révolution dont notre continent européen fut le théâtre : nous avons, en à peine un siècle, déconstruit la tonalité en musique, la figuration en peinture, bouleversé les règles classiques de la littérature, du théâtre ou de la danse et, bien au-delà encore, révolutionné toutes les figures traditionnelles du « surmoi », des morales conventionnelles, religieuses ou « bourgeoises », comme on disait en 1968. Il ne s'agit pas ici de porter des jugements de valeur pour ou contre, encore moins de jouer sur le registre de la nostalgie. Ce que nous voulons souligner, c'est à quel point, en un laps de temps incroyablement court – quelques décennies à peine –, les principes traditionnels d'une culture classique qui valaient pour certains depuis des siècles se sont effondrés avec la naissance, au sens large, du « modernisme ».

Pour le dire de manière plus directe encore et prendre des références cette fois-ci dans la vie de tous les jours et non dans une sphère dont on pourrait objecter qu'elle reste encore élitiste, les campa-

gues qu'ont connues dans leur enfance ceux qui sont aujourd'hui aux affaires et qui ont, disons, entre 50 et 70 ans, ont changé peut-être davantage en ce laps de temps qu'en trois siècles ! Qui n'a pas connu les lavoirs encore en fonction, les foin faits à la faucille ou le café moulu dans des moulins à bras qu'on ne trouve plus aujourd'hui que chez les antiquaires ne peut pas savoir ce que nous évoquons ici – non par nostalgie, mais seulement pour reprendre un tant soit peu la mesure de la brutalité de ces ruptures. Certains historiens ont même à cet égard parlé de la « fin des paysans ».

Pour en appeler à un autre indice encore, c'est aussi la condition féminine de cette époque, pourtant pas si lointaine, qui a été bouleversée comme jamais peut-être dans l'histoire. La situation des femmes a sans doute changé, du moins en Europe, davantage en cinquante ans qu'en cinq cents ans. Et elle a changé de manière si brutale que les jeunes générations ne peuvent pas même s'en rendre compte. Rappelons que, jusqu'en 1975, en France, une épouse devait demander l'autorisation à son mari pour ouvrir un compte en banque – voire pour prendre la pilule, laquelle, du reste, n'est légalisée que depuis 1967 ! –, ce qui, avouons-le, évoque davantage le monde des

Pierrafeu que la vie contemporaine. Dans le même style, lorsque nous disons à nos enfants que le dernier canton de Suisse à accorder le droit de vote aux femmes, ne l'a fait qu'en avril 1991, ils risquent fort de tomber de leur chaise... Souvenons-nous aussi, toujours pour ceux qui sont nés dans les années 1940 ou 1950, de la façon dont était accueillie dans nos lycées la malheureuse jeune fille qui avait, comme on disait alors sans sourciller, « fauté » et qui était enceinte sans être mariée ! Les « grandes personnes », pour parler comme le Petit Prince, la désignaient comme la « fille mère » avec dédain, sinon avec dégoût. Inutile de dire que c'était un drame absolu dans les familles et, bien entendu, un motif d'exclusion dans la plupart de nos établissements scolaires. Il n'est pas certain que nous mesurions assez aujourd'hui la formidable rupture où nous sommes désormais engagés par rapport à des valeurs traditionnelles encore tout récemment perçues comme quasi sacrées par une immense majorité de nos concitoyens.

On pourrait donner mille autres exemples de ces bouleversements et chacun pourra compléter le tableau à sa manière. Ils peuvent aller du changement de regard sur l'homosexualité à celui de

l'atmosphère de nos écoles, en passant par telle ou telle révolution scientifique ou politique. Souvenons-nous, pour l'exemple, du fameux Topaze de Pagnol incarné au cinéma par Jouvet au début des années 1930, avec la célèbre dictée des « moutonsssses paissaieennnnnttt dans le pré », énoncée dans un silence de cathédrale, devant des uniformes religieusement penchés sur des pupitres en bois troués d'encriers en porcelaine blanche emplis d'encre violette, où se trempaient des plumes Sergent Major. Comparez l'atmosphère des classes de cette époque avec celle que rend un film d'aujourd'hui comme *Entre les murs* : là encore, il est presque impossible de mesurer l'abîme d'une ampleur inimaginable qui sépare les deux scènes. S'il revenait dans une salle de classe, Topaze aurait sans doute une syncope. Une fois encore, chacun d'entre nous pourra à sa guise allonger la liste des exemples illustrant ce siècle de ruptures. On pourra même y ajouter d'autres révolutions, plus « objectives » et techniques, moins liées aux mentalités, à commencer bien évidemment par celles de l'audiovisuel et, un peu plus tard, du numérique et de l'Internet.

Ce qui est clair, à tout le moins, et c'est là où nous voulons en venir, c'est que le ^{XX}e siècle aura

été un siècle d'innovations et de table rase, de changement et de déconstruction des valeurs comme des autorités traditionnelles, à un degré absolument inédit dans l'histoire des hommes. Il aura fonctionné sur ces dernières comme un acide surpuissant et leur érosion est aujourd'hui si profonde que nous n'en avons, à la limite, plus même conscience. Cela, bien entendu, et même si, une fois encore, le propos n'est pas à la nostalgie, ne va pas sans conséquences lourdes sur le sentiment de « perte de repères » et de sens que l'on entend si fréquemment évoqué par nos concitoyens les plus âgés.

Or il est important de noter que, pour l'essentiel, du moins si l'on s'en tient aux premières apparences, ces mutations semblent avoir été introduites ou assumées par des « bohèmes », par des jeunes gens plutôt de gauche que continuait à inspirer l'idée révolutionnaire, dont la structure – table rase/innovation – est omniprésente dans le modernisme d'avant-garde. Si l'on en prenait le temps, on pourrait aisément montrer comment le « geste bohème », porté par des « contestataires », n'a cessé à la fois de se répéter et de s'élargir tout au long du siècle dernier. À vrai dire, il commence à se mettre en place dès les années 1830, avant de

s'incarner dans une série de groupuscules divers, puis, avec le succès que l'on sait, dans le fameux Bateau-Lavoir, où Picasso et ses amis vont enfin inventer l'art moderne. Il se prolongera dans bien d'autres mouvements encore, dans ces « ismes » qui vont scander l'histoire de l'avant-garde : le dadaïsme de Tristan Tzara, le surréalisme des années 1930, le situationnisme des années 1950, etc., jusqu'à Mai 68 qui marque, dans tous les domaines, la démocratisation ultime, du moins jusqu'à ce jour, de l'avant-gardisme bohème.

Mais il faut savoir, ici comme ailleurs, dépasser les apparences.

La première clef du *XX^e* siècle, celle qui ouvre le plus de portes et nous en offre la compréhension la plus pénétrante tient à ceci : les bohèmes – malgré leur opposition féroce aux bourgeois, malgré aussi, en retour, la haine ou le mépris dont ces derniers vont pendant longtemps les gratifier – n'ont été paradoxalement que le bras armé de l'épanouissement du monde capitaliste, l'instrument de la réalisation parfaite de ce qu'on appellera finalement la « société de consommation ». En d'autres termes, les bohèmes, loin d'anéantir le monde des philistins, loin d'inventer un ordre nouveau sur le plan économique et politique, ont

en réalité servi comme nul autre groupe l'essor, l'épanouissement et la prospérité des bourgeois. L'idée, même si elle peut paraître provocante, est aujourd'hui évidente. On pourrait la résumer de la façon suivante : *il fallait que les valeurs et les autorités traditionnelles fussent déconstruites par les bohèmes pour que nous puissions entrer dans l'ère de la grande consommation sans laquelle le capitalisme mondialisé ne serait tout simplement pas possible.* Pour que le renouvellement incessant des valeurs de la mode et de la consommation triomphe au grand bénéfice de ceux qui lancent de nouveaux produits, il faut, en effet, que les idéaux traditionnels de la morale, du patriotisme, de la religion ne leur fassent plus obstacle et leur cèdent le premier rôle dans la structuration de la vie tant individuelle que collective. En d'autres termes : si nos enfants avaient les mêmes valeurs que nos arrière-grands-mères, ils n'achèteraient certainement pas le dixième de ce qu'ils convoitent aujourd'hui ! Du reste, la réciproque est vraie aussi : si nos arrière-grands-mères voyaient un de nos grands centres commerciaux, il est fort probable qu'elles trouveraient ce nouveau temple édifié aux dieux de la consommation dégoulinant de bêtise et d'obscénité. Elles penseraient à coup sûr qu'on n'a pas besoin de

tout ça, que ces gadgets loufoques débordant des étals nous éloignent des vraies valeurs, à savoir, en gros, les devoirs envers autrui, mais aussi envers soi-même.

Il fallait donc que la vision traditionnelle du monde fût déconstruite de toutes pièces pour que, enfin débarrassés des vieilles lunes qui freinent la consommation, nous puissions nous y livrer sans retenue... du moins, bien sûr, dans la limite de notre pouvoir d'achat ! Ainsi, les déconstructeurs accomplirent-ils, sans le savoir ni le vouloir bien sûr, l'œuvre de bourgeois qui, du reste, eux non plus, ne voyaient rien venir et s'offusquaient même à longueur de temps des innovations intempestives des artistes maudits, *avant d'en devenir aujourd'hui les principaux soutiens*. Sans la table rase des valeurs anciennes, le monde moderne, le monde de la consommation eût été tout simplement impensable – en quoi aussi, il faut bien le dire, les bohèmes furent un peu, et même parfois beaucoup, les cocus de l'histoire ou, comme on préférera, les dindons de la farce. Ils voulaient en finir avec le monde bourgeois, ils n'ont fait que l'épanouir et le renforcer.

La preuve ? D'abord le fait qu'au terme provisoire, mais déjà bien visible, de cette histoire de

l'individualisme révolutionnaire à quoi s'est finalement résumé l'avant-gardisme du XX^e siècle, au terme de cette opposition entre bourgeois et bohèmes, les frères ennemis se sont largement réconciliés. Qui soutient et achète aujourd'hui les œuvres d'art moderne naguère encore honnies par les philistins... sinon les plus bourgeois d'entre nous ? Ce n'est pas une critique, simplement un constat. Ce sont aujourd'hui les grands capitaines d'industrie qui adorent littéralement l'art contemporain, qui achètent les œuvres jugées les plus innovantes et créent des fondations. C'est d'ailleurs Georges Pompidou, le plus bourgeois sans doute, de tous nos présidents, qui fut le fondateur du plus grand musée d'art contemporain d'Europe, lequel porte d'ailleurs à juste titre son nom. C'est lui aussi qui prit la décision de faire entrer Picasso de son vivant au Louvre, ce qui, sauf erreur, ne fut le cas pour aucun autre artiste. Picasso, un authentique communiste de la grande période stalinienne, intronisé par un ancien banquier devenu leader de la droite française ! Pour être amusante, l'image n'en est pas moins hautement symbolique de la réconciliation finale, pour ne pas dire de la connivence involontaire au départ, mais structurelle en son fond, entre le bourgeois et le bohème. L'« ouvrier »,

comme on disait naguère encore, ne s'intéresse guère à l'art abstrait. Il est d'ailleurs à mille lieues d'avoir les moyens de s'offrir un Rothko ou un Basquiat. Les auraient-ils, qu'il serait sans doute comme quelques-uns d'entre nous (pas tous, notre conseil diverge largement sur ce point) : il préférerait, quitte à investir dans l'art, que ce soit, comme on dit dans les familles, « bien peint » et que l'œuvre possède un minimum de liens avec l'idée qu'il se fait de la beauté... Dans le même sens, la figure du « bobo », qui fait son apparition à la fin du XX^e siècle, n'a rien d'anecdotique ni de contingent : elle est une façon de vendre enfin la mèche, de marquer la fin de la guerre qui opposa si longtemps bourgeois et bohèmes, mais qui est aujourd'hui largement éteinte.

Est-ce dire pour autant, parce qu'elle a porté la société de consommation au lieu de l'anéantir, que la déconstruction fut catastrophique, que Mai 68 fut un lamentable échec et l'art contemporain une impasse ? Nullement : sans doute l'érosion des traditions fut-elle calamiteuse sur certains plans, à l'école notamment, et plus largement dans tous les domaines qui supposent, comme la civilité et la maîtrise de la langue, le respect des héritages et des patrimoines. Il suffit de réfléchir à ceci pour le

comprendre : aucun d'entre nous n'a inventé les règles de la politesse, pas plus que celles de la grammaire. Ce sont, à 100 % ou presque, des traditions, des héritages, des patrimoines. En la matière, la déconstruction des traditions associée à la survalorisation de la créativité si chère aux « modernistes » et autres « rénovateurs pédagogiques » a légitimé ce que tous déplorent aujourd'hui : la montée des incivilités et le retour de l'illettrisme. L'école paiera et paie encore le prix de la déconstruction des traditions. Mais soyons justes, par bien d'autres côtés, ce siècle d'innovation et d'érosion aura aussi libéré, et ce d'un même mouvement, mille choses précieuses en l'être humain, des dimensions de l'existence que les siècles passés ne voyaient pas ou refusaient largement de prendre en compte : la sexualité, l'irrationnel, le corps, l'enfant en nous, certaines formes inédites ou inavouées d'affectivité et d'amour, la part de féminité des hommes ou de virilité des femmes, la pluralité des points de vue, nos incohérences et nos faiblesses intimes... bref, des éléments de la vie humaine que seule la déconstruction des bohèmes pouvait tout à la fois émanciper et introduire dans l'art, dans la littérature, puis dans la politique, et plus simplement encore, dans la vie quotidienne.

Bref, *derrière la déconstruction des traditions, il y avait l'émergence du capitalisme globalisé ; ou, pour parodier une formule célèbre de Mai 68, sous les pavés, il n'y avait pas la plage, mais la mondialisation libérale.* Ce qui nous conduit naturellement à notre second point : les contradictions culturelles et morales qui naissent, non plus chez les bohèmes, mais maintenant chez les bourgeois eux-mêmes, de ce formidable retournement de situation.

B. LES NOUVELLES CONTRADICTIONS CULTURELLES ET MORALES DU CAPITALISME

Est-il permis de sourire un peu dans un rapport rendu au Premier ministre ? Qu'on nous pardonne d'imaginer un instant que la réponse soit positive. Comme Molière nous avait dressé le tableau du Misanthrope, du Tartuffe ou du Malade imaginaire, il nous faudrait, pour saisir plaisamment les nouvelles contradictions du capitalisme, imaginer le portrait de l'homme de droite idéal-typique des années 2000.

Imaginons-le pour l'occasion en chef d'entreprise de 60 ans ou 70 ans. En 2002, il a voté pour le président Chirac, mais il s'en mord encore les

doigts. Son champion, inégalable dans la conquête du pouvoir, l'a déçu dans son exercice : les 35 heures sont toujours en place, l'ISF aussi, les charges des entreprises n'ont fait qu'augmenter, comme la dette et les déficits publics ! Chaque fois que les étudiants sont descendus dans la rue, on a retiré le haut d'abord, et puis le bas. C'est bien simple, s'il y avait eu un championnat du monde de marche arrière, la droite l'aurait remporté haut la main ! Ainsi pense en tout cas notre homme de droite. Seule consolation, mais elle est mince à ses yeux, on a fait un bout de chemin dans la réforme des retraites. Du reste, signe des temps, cela n'a pas porté bonheur à ses principaux artisans qui s'en sont trouvés « remerciés » au plus mauvais sens du terme... Notre chef d'entreprise est donc satisfait qu'un jeune président, dynamique et courageux, ait pris la suite. Il espère seulement qu'il va « tenir bon » et il attend de voir avec circonspection. Chat échaudé craint l'eau froide...

Dans sa vie privée, tout n'est pas rose non plus. Par exemple, lorsque sa fille a le malheur d'inviter chez lui ses petits-enfants et leurs camarades de classe dans son bel appartement pour un goûter d'anniversaire, il est effaré. Ces jeunes, mal attifés, sont incapables de dire bonjour, merci ou

au revoir convenablement. Avez-vous le malheur de parler avec eux littérature, musique ou histoire ? C'est le désert ! Si jamais ils vous écrivent une lettre – mais il n'y a aucun danger... –, elle sera bourrée de fautes d'orthographe. D'ailleurs, c'est normal, l'école est en panne et le mammouth irréformable. Plus tard, c'est tout vu, ces gamins-là chercheront un emploi, mais à coup sûr pas un travail ! Pas étonnant que le commerce se porte mieux à Londres, voire à Bruxelles ou à Madrid qu'à Paris ! Bref, notre chef d'entreprise trouve que tout fout le camp et que le déclin menace (il a lu Nicolas Baverez avec une délectation morose...). J'exagère à peine, d'autant moins, à vrai dire, que le diagnostic porté par notre ami est loin d'être intégralement faux. Il est sans doute un peu brut de décoffrage, comme tous ses jugements sur la politique et l'histoire, mais il contient des éléments factuels peu contestables.

Le seul hic, nous le lui disons fraternellement, d'autant plus d'ailleurs que plusieurs d'entre nous sont proches de lui et appartiennent aussi à la droite républicaine, c'est qu'il est le seul et unique responsable de cette situation. Voici pourquoi : qu'il vende des téléphones portables, des fripes ou des « temps de location de cerveaux

disponibles », notre chef d'entreprise n'a qu'un objectif, du moins dans son métier : que nos enfants deviennent d'ardents consommateurs. On ne peut d'ailleurs pas lui en vouloir : c'est son métier, voilà tout. Mais il faut bien toutefois reconnaître qu'étudiée en laboratoire, à l'état chimiquement pur, la consommation s'apparente à l'addiction. La définition du drogué ? Un être qui ne peut s'empêcher d'augmenter les doses et de rapprocher les prises. Soit le client idéal de notre ami ! Il faut donc plonger nos enfants dans la logique du manque. En quoi nous faisons remarquer à notre chef d'entreprise, toujours amicalement : « Tu ne peux pas avoir le beurre et l'argent du beurre, l'enfant bien élevé, cultivé, fort en grammaire comme en savoir-vivre, et l'enfant zappeur-consommateur. Cela ne coexiste pas dans le même cerveau. » Comme disent plaisamment les Italiens, « on ne peut pas avoir le tonneau plein et la femme ivre ». Plus simplement encore : si nos arrière-grands-parents revenaient en ce monde, ils jugeraient à coup sûr avec la plus grande sévérité l'hédonisme qui écarte des devoirs, l'avidité carriériste qui éloigne du civisme, l'individualisme qui privilégie le chacun pour soi sur toutes les formes éprouvées de civilité.

La vérité, c'est que, sans en mesurer ni en comprendre la portée, notre bourgeois est passé du côté des bohèmes. Dans la sphère professionnelle du moins, car, à la maison, il reste un ultraconservateur. Du côté de son métier, en effet, il poursuit à coups de campagnes publicitaires – toujours ces fameux « temps de location de cerveaux disponibles » – l'accomplissement du programme d'émancipation des individus et de libération des mœurs sans lequel l'épanouissement du monde de la consommation tous azimuts est impossible.

Mais il y a plus encore : il adhère désormais de toutes ses forces au projet de l'avant-garde ; la déconstruction des valeurs traditionnelles est devenue pour son entreprise un impératif absolu. Comme Picasso ou Duchamp, il pratique la table rase. Car, au nom du *benchmarking*, il veut, quoi qu'il en coûte, que l'innovation continue. Sans elle, il est fichu. Il ne cesse de motiver ses troupes : ne vous encroûtez pas, leur dit-il en permanence, trouvez des idées, des solutions nouvelles, bref, ne vous *embourgeoisez* pas ! En quoi Marx avait, du moins sur ce point, évidemment raison : le capitalisme, c'est la révolution permanente. Dans la compétition mondiale, celui qui n'innove pas sans cesse est tout simplement voué à la mort. Notre

chef d'entreprise est donc un nouveau converti : c'est lui, désormais, qui achète les tableaux d'avant-garde, crée à tout va des fondations d'art contemporain. Il est fasciné par ces bohèmes que ses semblables, un siècle plus tôt, méprisaient cordialement et qui, de leur côté, mangeaient du bourgeois chaque matin au petit déjeuner !

La mondialisation libérale s'avère être ainsi le creuset d'une étrange alchimie, d'une transmutation sans pareille : en son sein, le conservateur est devenu révolutionnaire. C'est désormais lui qui, au nom de la liberté, de l'individualisme démocratique, bouscule sans cesse les traditions. Ce qui le plonge dans une contradiction intellectuelle et morale majeure : il déplore ainsi d'un côté, comme père de famille conservateur, voire réactionnaire, ce qu'il fabrique de l'autre comme chef d'entreprise innovant, voire révolutionnaire, sans comprendre que le monde qu'il contribue à façonner s'avère aujourd'hui de moins en moins sensé. Car il suscite une progression géométrique des désirs de consommation, tandis que le pouvoir d'achat stagne ou n'augmente qu'au rythme de l'escargot. Rappelons-le : sept millions de Français vivent aujourd'hui avec moins de 800 euros par mois, soit à peu près le prix d'un netbook ou d'un

smart phone hors abonnement, et ce n'est pas en revalorisant leurs maigres revenus de 10 ou 20 % que l'on changera le fond du problème (même si c'est hautement souhaitable quand même, précisons-le...). Car la pauvreté, qui est chose relative, n'est guère supportable quand les séductions du consumérisme forment le fond et l'horizon de l'existence, quand le travail n'est plus une fin qui se confond avec la vie même, comme ce fut le cas pour un paysan du Moyen Âge ou un pêcheur des îles Fidji, mais seulement un moyen de « gagner » cette vie. Au risque de la perdre... L'idée de révolution est morte, mais les soubresauts sur place de la société, les émeutes de banlieue par exemple, n'en sont pas moins inquiétants.

Si cette contradiction majeure n'est pas levée, le modèle de développement de nos sociétés ne sera pas tenable. Force est de constater que les plateformes qui depuis des lustres portent les projets politiques de la droite comme de la gauche ne témoignent d'aucune lucidité sur ce point. En gros, la droite qui défend plutôt la mondialisation est dans une contradiction permanente : conservatrice sur le plan moral et éducatif, elle est révolutionnaire dans l'entreprise, où elle prône l'idée que, face à la mondialisation et au changement

permanent qu'elle induit, « c'est l'immobilisme qui est dangereux ». De son côté, la gauche est prise à contre-pied : alors qu'elle incarnait jusqu'à une date encore récente le « parti du mouvement », elle se voit contrainte de freiner sans cesse des quatre fers pour « conserver les acquis », ce qui la conduit à s'opposer systématiquement à toutes les réformes, même celles, comme ce fut le cas pour les retraites, dont elle sait pertinemment qu'elles sont indispensables et légitimes. Pire, elle revient sans cesse sur la question du marché, qu'elle n'accepte que du bout des lèvres, sans jamais avoir vraiment le courage de rompre clairement avec l'extrême gauche. Bref, la droite est trop souvent aveugle, et la gauche trop souvent de mauvaise foi – situation qui n'est pas saine et qui contribue plus qu'aucune autre à jeter le discrédit sur l'ensemble de la classe politique.

C. LA SACRALISATION DE L'HUMAIN
OU COMMENT LES RAPPORTS ENTRE POLITIQUE
ET VIE PRIVÉE VONT CONNAÎTRE UNE RÉVOLUTION
DANS LES ANNÉES QUI VIENNENT

On pourrait être tenté de conclure hâtivement, d'après ce qui précède, que le capitalisme est bel

et bien une « horreur », non seulement économique, mais aussi morale et politique : non seulement il conduit à casser, comme nul autre système social, les valeurs traditionnelles, mais en outre, avec son stade ultime qu'est la mondialisation, il dépossède les responsables politiques, et avec eux les simples citoyens, de tout pouvoir réel et efficace sur un cours du monde qui désormais leur échappe de toute part. Trahison absolue des principes républicains ! Pour paraphraser le mot de Churchill sur la démocratie (« le pire des systèmes, à l'exception de tous les autres »), on voit bien en quoi la mondialisation est le pire des systèmes, mais, jusque-là, on perçoit mal en quoi il faudrait à tout prix le sauver en ajoutant la fin de la phrase : « à l'exception de tous les autres ».

C'est ce qu'il faut maintenant expliquer, si l'on veut trouver un levier à l'aide duquel il serait possible de reconstruire une vision politique, pour ne pas dire un projet de civilisation, qui tienne aujourd'hui mieux la route. Voici, à nos yeux, le paradoxe dont il faut partir : par-delà la déconstruction qu'il engendre sans cesse, le capitalisme va aussi induire l'histoire de la famille moderne puis, à travers elle, une sacralisation de l'humain qui pousse à la fraternité, une conception tout à

fait originale de l'individu, sur fond de laquelle il est possible, et même souhaitable à nos yeux, de repenser le collectif. Voilà du moins le socle sur lequel il faudrait à nos yeux s'appuyer pour envisager à nouveau l'avenir de manière positive.

Qu'on nous permette à cette fin un bref rappel historique. Il est indispensable pour mesurer correctement l'envergure du problème que nous souhaitons soulever et sa portée politique majeure.

L'une des plus grandes révolutions qui marquent l'avènement des Temps Modernes réside en effet dans le passage d'un « mariage de raison », le plus souvent, organisé par les parents, voire, à travers eux, par la communauté villageoise tout entière, à un mariage d'amour, choisi librement par les partenaires eux-mêmes. La littérature et le théâtre du XVII^e siècle résonnent des échos de cette révolution de l'intimité. On la lit en filigrane, par exemple, dans *L'Avare* de Molière, où l'on voit mis en scène des jeunes qui se révoltent contre le mariage forcé au nom du droit à l'amour. À nous, qui sommes les héritiers des romantiques, le principe de l'union sentimentale paraît la règle obligée. Il en va tout autrement dans l'Ancien Régime. Comme le rappelle un historien comme François Lebrun dans son ouvrage intitulé *La Vie conjugale*

sous l'Ancien Régime, le mariage n'y a, à la limite, aucun rapport avec la vie affective. Il vise avant tout à assurer la pérennité du lignage et de la propriété familiale par la prise en charge, partagée entre époux, des nécessités de la production et de la reproduction. Aussi étrange que cela puisse paraître aux individus d'aujourd'hui, dans l'ancien temps, l'intimité n'existait tout simplement pas, que ce soit dans le peuple ou chez les élites. En ville comme à la campagne, l'immense majorité des familles vivaient dans une seule pièce, ce qui excluait, *de facto*, la possibilité d'une quelconque forme de *privacy*. Mais ce qui donne à penser qu'elle n'était pas même encore un objet de désir, c'est qu'elle n'était pas davantage respectée dans l'aristocratie, alors même que les moyens économiques des classes supérieures la rendaient possible. Il suffit par exemple de visiter les appartements privés de Versailles pour mesurer à quel point l'intimité y est inexistante.

L'historien Philippe Ariès a montré, à travers ses analyses de l'architecture des grandes maisons nobles ou bourgeoises, comment les pièces, pourtant nombreuses, n'y avaient aucune fonction particulière et s'ouvraient généralement les unes sur les autres en une promiscuité qui nous semblerait

aujourd'hui insupportable. Il faudra attendre la fin du XVIII^e siècle pour que naissent des cloisons et des couloirs destinés à assurer l'autonomie et l'isolement des différents lieux.

Autre face de cette non-reconnaissance de la sphère privée, la communauté se permettait d'intervenir dans la vie familiale d'une façon qui nous semblerait aujourd'hui inconcevable. En témoigne, parmi tant d'autres signes, la pratique du « charivari », dont l'étude est fort intéressante pour comprendre les évolutions de la famille moderne. Cette étrange et bruyante cérémonie par laquelle la communauté exprimait sa réprobation à l'égard d'un couple déviant, visait d'abord les maris cocus ou battus. Il nous arrive, aujourd'hui comme jadis, de croiser des maris trompés : il ne nous viendrait évidemment pas à l'esprit d'évoquer le sujet devant eux, encore moins de leur faire quelque remontrance que ce soit. Il n'en allait pas ainsi au Moyen Âge. L'idée qui animait cette punition publique qu'était le charivari, c'était que, par leur faiblesse et leur incapacité à établir l'autorité du chef de famille, les maris cocus mettaient la communauté en danger. Dans ces conditions, elle se devait d'opérer un rappel à l'ordre dans un domaine dont on comprend ainsi qu'il n'était pas

encore considéré comme une affaire strictement privée : on enfermait le malheureux avec sa femme dans sa maison pendant quarante-huit heures d'affilée et on tapait sur les murs, avec pelles et pioches, poêles et casseroles, jour et nuit s'il le fallait, afin que le fautif n'oublie plus ses devoirs...

Comment est donc né le mariage d'amour en Europe ? Aussi paradoxal que cela puisse paraître, il est une conséquence directe du capitalisme moderne, en particulier de l'invention du salariat et du marché du travail. Voici en quelques mots pourquoi : lorsque le marché du travail se met en place, les jeunes quittent les villages pour « monter », comme on dit, travailler dans les villes. Là, ils vont bénéficier d'une double liberté. Celle de l'anonymat, tout d'abord, qui leur permet d'échapper au contrôle social du village, de la famille, du curé, par lesquels ils étaient jusqu'alors mariés de force, ou pour mieux dire, hors de toute libre décision... Celle du salaire, ensuite, qui leur donne pour la première fois une autonomie matérielle. C'est dans ces conditions que les individus vont commencer à vouloir décider de leur vie, qu'ils vont choisir de *se* marier – et non plus d'*être* mariés, au passif – et, à tout prendre, de se marier si possible avec quelqu'un d'aimé, pour qui on

« éprouve du sentiment ». Cette révolution possède des conséquences abyssales car *c'est d'elle, c'est-à-dire de l'émancipation des individus par rapport au village tout à la fois rural et religieux, que naîtront d'un même mouvement en Europe la laïcité et le mariage d'amour*. Ce dernier aura deux conséquences presque immédiates : l'invention du divorce, revers inévitable de la médaille, et la sacralisation de l'enfant né de l'amour – le deuil de ce petit être devenant progressivement jusqu'à nos jours la pire chose qui puisse affecter une famille – alors que, les historiens nous le rappellent, la mort d'un enfant était souvent au Moyen Âge perçue comme beaucoup moins grave que celle d'un cheval.

Ce qu'il faut noter pour saisir l'impact considérable sur le plan politique et collectif de cette révolution de la vie privée, c'est que, parallèle à cette montée des valeurs de l'intimité, on va assister à l'effondrement inéluctable des motifs traditionnels du sacrifice en Europe – et, derrière cet événement fondamental, à une redéfinition du sacré entendu comme ce pour quoi on peut se sacrifier, et qui, par conséquent, donne du sens à la vie.

Disons, là encore, les choses simplement. L'Europe a connu dans son histoire trois grands motifs de sacrifice ou, ce qui revient au même,

trois grandes figures du sacré : *Dieu* (avec les guerres de religion), la *nation* (la dernière guerre mondiale en est un monstrueux exemple) et la *révolution* (le communisme fut lui aussi un désastre humain qu'on n'est pas près d'oublier). Qui est prêt désormais, dans les jeunes générations, à mourir pour ces entités abstraites ? Personne ou presque et, disons-le franchement, n'en déplaît aux extrémistes de tous bords, c'est une bonne, une excellente nouvelle. Cessons de pleurnicher avec les nostalgiques, à droite de la patrie, à gauche des utopies. La dernière guerre mondiale fit, au nom des nations, plus de cinquante millions de morts : qui voudrait recommencer ? Quant au communisme, les meilleurs spécialistes estiment son bilan autour des cent vingt millions d'humains anéantis, pour ne rien dire de ceux qui gisent encore au fond des geôles. De grâce, n'ayons à cet égard ni regrets ni remords, encore moins la tentation pour ces « restaurations » et autres « retours à » : ils sont, dans le meilleur des cas, ridicules, le plus souvent odieux.

Qu'il y ait des croyants attachés à leur foi, des patriotes qui aiment leur pays et même, pourquoi pas, des nostalgiques de l'idée révolutionnaire, cela se conçoit et même se respecte. Simplement,

il est remarquable – et réjouissant – de constater que nul, ou peut s'en faut, n'est prêt, du moins en Europe, à mourir pour ces entités abstraites. Il y a des « fous de Dieu », sans doute, mais la bonne nouvelle, c'est qu'ils ne sont pas (toujours) chez nous. *Idem* pour les patriotes, qui ne meurent plus contre les « Boches », ou pour nos gauchistes, vieillissants ou anachroniques, qu'on voit mal sacrifier leur existence pour l'augmentation du Smic ou la suppression de la propriété privée.

Pour autant – et là est le point central à nos yeux, le point où il faut sans doute placer le levier qui permet de soulever la montagne –, le sacré, ce pour quoi on pourrait, le cas échéant, sinon donner sa vie, du moins la risquer, n'a nullement disparu. Contrairement à une idée reçue, nous ne vivons ni le « désenchantement du monde » ni même l'« ère du vide ». Loin d'être anéanti, le sacré entendu comme motif collectif de sacrifice, donc des sens, d'action et de fraternité, a seulement changé de place, sans que les observateurs n'en prennent tout à fait conscience. *Au terme du processus qu'on vient d'évoquer, il s'est, tout simplement, incarné dans l'humanité.* Il suffit d'y réfléchir honnêtement, en regardant en soi plutôt que dans la presse ou même dans les livres : la vérité est que,

pour l'immense majorité d'entre nous, les seuls êtres pour lesquels nous serions, le cas échéant, prêts à prendre un tel risque, si par malheur il le fallait, sont des êtres humains. Nos proches, bien sûr, à commencer par nos enfants, mais aussi, parfois, nos seulement « prochains », c'est-à-dire, malgré la parenté des termes, le contraire des proches. C'est là ce dont témoigne à sa façon l'histoire de l'humanitaire moderne, mais aussi la progression croissante dans le discours public du fameux thème des « générations futures ».

Au rebours d'une idée reçue, ce n'est nullement dans l'ère mollassonne et vide, égoïste et individualiste, de la mélancolie démocratique que nous entrons. Pas davantage dans celle du matérialisme si souvent stigmatisé par les religions monothéistes ou marxistes, mais dans celle de la sacralisation de l'humain et de la redéfinition des objectifs d'une vie bonne à partir de ce qui apparaît chaque année davantage en Europe comme le foyer principal du sens de l'existence, à savoir la solidarité affective qui naît dans la famille et s'étend le cas échéant au-delà. *Nous entrons ainsi dans l'ère d'un nouvel humanisme : il n'est plus, comme au temps des Lumières, de Voltaire et de Kant, centré sur la raison et sur les droits, mais bien*

davantage fondé sur le sentiment et le rapport à l'autre. Avec tout ce que cela implique de difficultés nouvelles, mais aussi de promesses. Voilà ce qu'il va nous falloir penser dans les années qui viennent si nous voulons du moins saisir les mutations que ces bouleversements de la vie privée auront inévitablement sur la vie publique.

L'effondrement des valeurs traditionnelles sous les coups répétés et convergents des bourgeois et des bohèmes ne laisse pas place à l'absence d'idéaux. Pour reprendre une métaphore chère à Max Weber, si l'on veut comprendre ce que furent les valeurs traditionnelles, les figures anciennes du sacré, il suffit de considérer le code d'honneur de la marine : le capitaine d'un vaisseau qui fait naufrage se doit à la limite de couler avec lui, quand même l'équipage et les passagers ont été évacués. Pour parler symboliquement : au terme d'un siècle de déconstruction sans précédent, plus personne n'est prêt aujourd'hui – du moins en Europe et, encore une fois, cette histoire n'est pour l'instant, hélas, que celle de l'Occident – à mourir pour la coque du bateau. Mais pour ceux qui sont dessus, peut-être. C'est de cette révolution, toute récente en vérité à l'échelle de l'histoire, qu'il faut tirer parti sur le plan politique. De plus

en plus, à l'avenir, la politique devra se mettre au service de l'épanouissement de la sphère privée, au lieu que jusqu'à une date toute proche encore – la fin de la dernière guerre française ne date que de 1962 ! – ce sont les familles qui étaient soumises sans discussion aux objectifs de la raison d'État. Cela ne signifie nullement que la politique doive renoncer aux grands sujets, au collectif, à la géopolitique, à la macroéconomie, au souci des relations internationales, etc. Mais cela signifie que, désormais, elle ne pourra plus s'épargner de faire le lien avec le souci des citoyens, avec une finalité qui doit aujourd'hui être plus humaine qu'impériale ou même nationale au sens traditionnel du terme.

Tâche difficile s'il en est, mais aussi pleine de sens.

PROPOSITIONS

Nous proposerons *cinq axes fédérateurs* pour une action s'inscrivant dans la perspective ouverte par les analyses qui précèdent au sujet d'une éventuelle « politique de civilisation ».

L'expression mérite sans doute, maintenant que les grands traits de l'analyse du temps présent ont été esquissés, d'être davantage définie, ne fût-ce que très brièvement. Par elle, nous entendons deux éléments forts : tout d'abord, bien sûr, une rupture politique claire avec le « court-termisme » ; ensuite, la prise en compte du fait que pour donner ou redonner de la hauteur, de la profondeur de champ et du sens à la politique, il est indispensable de prendre en compte la dimension du « sacré » au sens où nous l'avons ici décrit comme lié à un

double mouvement : d'un côté un effondrement incroyablement brutal des figures traditionnelles du sacrifice ; d'un autre côté l'émergence, plus lente mais encore largement ignorée, d'un nouveau visage du sacré né dans l'histoire de la vie privée et de la famille moderne. C'est en effet par rapport à cette histoire que la politique, comme prise en compte du collectif, doit à nos yeux se réorienter – le collectif ne devant plus être considéré comme le contraire du privé, mais plutôt comme sa prise en charge publique.

Les mesures que nous proposons dans ce qui suit ne sont de ce point de vue que des *illustrations, sans aucun doute parmi bien d'autres possibles*, de ce qu'il nous semble souhaitable de faire pour enclencher cette réorientation du sens de la vie commune et de l'action collective. Il faudra évidemment en chercher d'autres, s'inscrivant dans le même esprit, car il s'agit bien d'un changement de cap, voire de « civilisation », dans la mesure où toute notre analyse repose sur l'idée que la civilisation de la consommation est en crise structurelle durable et qu'il faut bel et bien changer de modèle de développement.

*I. Un axe double, tout à fait prioritaire :
l'aide aux familles comme seul lieu véritable
de solidarité, voire de « fraternité » réelle/affective ;
l'aide aux entreprises comme seul lieu véritable
de lutte contre le chômage*

Il nous semble nécessaire de tenir *en même temps* les deux bouts de la chaîne, de faire tout à la fois, autant qu'il est possible budgétairement, une politique de relance en direction des familles et en direction des entreprises – une telle relance devant évidemment avoir une finalité non seulement sociale et politique, mais aussi économique.

A. L'AIDE AUX FAMILLES COMME
LIEU DE SOLIDARITÉ RÉELLE

Disons-le franchement : dans les dernières années, on ne s'est plus aperçu qu'il existait en France une politique familiale. Ce n'est pas, bien entendu, un critère, mais il est tout de même significatif qu'aucun d'entre nous, ou peu s'en faut, ne soit capable de se souvenir du nom d'un ministre de la Famille qui ait marqué un tant soit peu dans la période récente par son action. Ce

n'est pas normal déjà en soi, mais si l'on partage les analyses développées plus haut, c'est même une incongruité sur le plan politique et moral. Il est temps d'enregistrer les changements cruciaux des rapports public-privé ainsi que les évolutions de la famille moderne que l'on vient d'évoquer.

Première mesure proposée : *une allocation familiale dès le premier enfant*. La naissance d'un enfant signifie en moyenne (au sens strict : pour les revenus français moyens) une baisse d'environ 10 % du pouvoir d'achat des familles. C'est dire que, dans les familles les plus modestes, cela peut représenter un véritable frein à la progression démographique. Or nous savons aussi que cette progression démographique est, à long et même moyen terme, un facteur essentiel de la croissance d'un pays. Pourquoi, dans ces conditions, et compte tenu tout à la fois du poids croissant de la solidarité familiale et de la demande massive dans l'opinion publique d'une « relance par la consommation », ne pas mettre en place une telle allocation dès le premier enfant ? Elle aurait, en effet, à la différence d'autres mesures de relance par la consommation, du moins un effet économique à terme en favorisant la croissance démographique de notre pays.

Bien évidemment, le principal obstacle est d'ordre budgétaire. Pourtant, chacun reconnaît qu'aider les familles et améliorer la redistributivité de notre politique familiale serait une bonne chose. Une mesure d'extension des allocations familiales aux familles comportant un seul enfant renforcerait encore le dispositif incitatif en faveur des naissances et accroîtrait la durabilité de nos régimes maladie et vieillesse.

Examinons donc de plus près le côté budgétaire du problème, puisque c'est là, manifestement, que le bât blesse. Précisons pour plus de rigueur, que les chiffres ici indiqués ne sont, comme d'ailleurs dans le reste de notre rapport, que des ordres de grandeur qui servent à fixer les idées, mais qui resteraient bien évidemment à affiner si ces mesures, comme nous le souhaitons, devaient être mises en œuvre. Compte tenu du nombre de familles concernées (environ trois millions six cent mille familles), la difficulté est double :

– coût à court terme (de 2,6 milliards d'euros par an environ pour une allocation mensuelle à 60 euros à 4,3 milliards d'euros pour une allocation à 100 euros sans majoration en fonction de l'âge) ;

– le niveau devrait en tout état de cause être calé en rapport avec le niveau actuel des allocations familiales (environ 120 euros par mois pour deux enfants hors majoration d'âge) pour ne pas apparaître « insuffisant ».

Comme on le voit, la mesure semble budgétairement délirante... sauf si on accepte une autre voie, à vrai dire même, un changement assez radical de nos politiques familiales, qui accepterait enfin une mise sous condition de ressources des allocations familiales (actuellement plus de 12 milliards d'euros). Parallèlement à l'extension au premier enfant, elle serait de nature à respecter l'ensemble des contraintes à condition que cette mise sous condition de ressources n'affecte pas trop fortement les classes moyennes. Signalons que cette idée, défendue par Lionel Jospin, Alain Juppé, et plus récemment, dès 2007, par Nicolas Sarkozy, a été reprise dans le rapport Attali.

L'objectif pourrait être alors de caler autour de 70 à 80 euros mensuels l'allocation de premier enfant (sans majoration d'âge) et de fixer correctement les paramètres (des simulations sont nécessaires sur ce point mais, pour référence, une condition de ressource autour de 25 000 euros annuels exclut

environ trois cent cinquante mille familles du dispositif), afin de limiter le coût net du dispositif tout en le présentant comme une mesure d'aide aux ménages (au total le montant des prestations versées augmenterait).

S'il semblait impossible de rompre avec le principe d'égalité du montant des allocations familiales quelles que soient les ressources de la famille, on pourrait imaginer de les fiscaliser (rapelons qu'elles ne le sont pas aujourd'hui) : l'avantage des allocations serait alors maintenu pour tous, mais dégressif à proportion de l'augmentation du taux marginal d'imposition.

Inutile de se dissimuler la difficulté politique d'une telle mesure. L'opposition qu'elle suscitera de la part des associations familiales (UNAF, etc.) et de relais de la majorité sera très importante (*cf.* le débat sur la carte famille nombreuse et la politique familiale de la SNCF). En effet, pour des raisons, certes honorables, mais qui ne sont plus de saison, notre politique familiale repose pour l'essentiel sur l'idée qu'il faut privilégier l'égalité mathématique plutôt que l'équité, qu'il faut créer impérativement une parfaite égalité de droit sur ce terrain entre les Français – le but de cette égalité étant notamment, du moins à l'origine, d'éviter le

sentiment que les familles modestes sont des familles d'assistés tandis que ceux qui ont mieux réussi seraient des vaches à lait. Moyennant quoi, les patrons du Cac 40 touchent exactement les mêmes allocations familiales qu'un RMIste ! Est-ce juste ? Est-ce raisonnable ? Non, tout simplement : non. Cela n'a même aucun sens dans les circonstances actuelles, et on peut parier que la crise permettrait aujourd'hui de lever les résistances à une réforme qui irait de l'égalité vers l'équité – et qui permettrait dès lors de financer l'allocation dès le premier enfant, réconciliant ainsi les impératifs de l'économie à long terme (*via* l'incitation à la croissance démographique) et ceux de l'augmentation du pouvoir d'achat. Dans une société où les valeurs de l'épanouissement individuel deviennent chaque jour plus sacrées, l'idée que tous les enfants puissent disposer de chances *équitables* de réussite, y compris et surtout dans une période de crise grave, devient une exigence collective incontournable.

Une alternative à cette mesure pourrait prendre, sur le modèle anglais, la forme d'un « fonds autonomie et solidarité ». Cette mesure, qui a déjà été évoquée par plusieurs organismes sous des formes diverses qu'il faudrait étudier dans les

détails¹, produirait certainement et à juste titre un très fort impact positif dans l'opinion – pourvu du moins qu'elle soit présentée comme un véritable changement de cap, comme une réorientation de la politique vers le souci de favoriser, de responsabiliser mais aussi de sécuriser les individus dans leur vie privée. Elle consisterait à doter chaque enfant à sa naissance, indépendamment de toute logique de ressource parentale, d'un capital. Le montant pourrait être de quelques milliers d'euros (coût d'environ + 1,6 milliard/an pour 2 000 euros par enfant à la naissance, + 4 milliards pour 5 000 euros). Ces fonds – qui pourraient institutionnellement être abrités dans une fondation nationale (mais d'autres formules, y compris avec des établissements financiers privés, sont envisageables) – seraient utilisables à compter de la majorité. Une option consisterait à les affecter exclusivement au financement par le jeune adulte de sa formation supérieure. Une autre option consisterait à les rendre réellement libres d'emploi (y compris libres de rester sous forme d'épargne). Ajoutons qu'ils pourraient le

1. Cf. notamment la note du CAS n° 9 publiée à La Documentation française en 2007 portant sur les « dotations en capital pour les jeunes ».

cas échéant être abondés par les parents dans des conditions fiscales avantageuses à étudier – l'égalité des chances y perdrait un peu en apparence, mais cela pourrait être en revanche un argument pour « faire passer » la mise sous condition de ressources des allocations. Encore une fois, les modalités pratiques d'un tel dispositif sont multiples et il faut les expertiser dans le détail – ce qui n'est pas l'objet immédiat de ce rapport.

En revanche, il est essentiel d'en saisir et d'en présenter correctement les enjeux de fond afin d'en faire ressortir tout l'intérêt et en vue d'éviter qu'elle soit perçue comme un « gadget supplémentaire ».

– *C'est une mesure de solidarité intergénérationnelle* : elle crée une solidarité des adultes envers les enfants d'aujourd'hui, sans distinction de naissance ou de fortune – attitude d'autant plus légitime qu'on connaît les charges que l'accroissement de la dette publique fera plus tard peser sur eux.

– *C'est une mesure de sécurité et de protection à l'égard de tous nos enfants* : un dispositif qui devrait faire apparaître l'État dans le rôle positif d'un parent bienveillant à l'égard de ses enfants dans un contexte où la grande majorité des

familles sont réellement inquiètes pour l'avenir de leur progéniture.

– *Comme toute mesure de politique familiale, elle devrait avoir un effet incitatif sur la natalité.* Elle peut de ce point de vue se coupler avec la mise sous condition de ressources des allocations familiales.

– *Ce n'est pas seulement une mesure de sécurité et de protection mais aussi une mesure de responsabilité et d'autonomie.* Elle responsabilise les futurs adultes sur leur propre formation (cela pourrait autoriser à terme des droits de scolarité modulés dans l'enseignement supérieur) en les dotant *ex ante* de moyens de réaliser leur projet, plutôt que de compenser « au coup par coup » les difficultés qu'ils rencontrent, par des prestations *ex post*. La contrepartie devrait être, le moment venu (c'est-à-dire dix-huit à vingt ans après le début de cette mesure), une baisse ou un plafonnement des prestations (pas de RMI jeune, par exemple, ni d'indemnités d'autonomie, le pécule remplissant cette fonction sur un mode de responsabilité).

– *C'est une mesure d'indépendance et de financement de notre économie :* le fonds national qu'elle conduit à mettre en place permettra d'investir dans l'économie française (entreprises, recherche...) un

capital appartenant réellement aux Français (du moins aux jeunes générations). Il s'agit d'une sorte de fonds stratégique, mais détenu par les jeunes même s'ils n'en sont pas les gestionnaires.

– *C'est une mesure d'équité qui favorise l'égalité des chances*, tous les enfants bénéficiant de la même dotation.

– *C'est une mesure dont le coût est étalé dans le temps* : son coût cumulé croît avec chaque génération et se stabilise à horizon de dix-huit ans ; au terme de cette période, quand l'argent est disponible pour les jeunes adultes, la formule ouvre, on l'a vu, des possibilités d'économies sur d'autres prestations.

La logique, bien entendu, est de passer – au moins partiellement – d'une économie de prestation à une économie de dotation et de responsabilité.

Un dispositif analogue a été mis en place, semble-t-il avec succès, en Grande-Bretagne, sous le nom de Child Trust Fund : il serait sans doute utile de l'étudier de plus près *in situ*.

Afin de consacrer ce renouveau indispensable de la réflexion sur nos politiques familiales dans un monde où les valeurs privées et l'épanouissement de chacun fondent désormais les idéaux col-

lectifs, il serait bon de *créer enfin un vrai ministère de la Famille, un ministère plein avec un titulaire présent à tous les Conseils des ministres*. Il n'est pas normal, après ce que nous avons dit plus haut, que la famille continue d'être traitée par un secrétariat d'État aux moyens et aux capacités d'initiative nécessairement restreints : nous n'en sommes plus aux temps où le général de Gaulle brocardait l'idée d'un « sous-secrétariat au tricot ». Cela ne correspond plus aux évolutions historiques que nous vivons aujourd'hui et qui tendent à faire de la famille, et plus généralement de la sphère privée, le seul véritable lieu de sens et de solidarité réelle, la sphère politique étant de plus en plus vouée à se mettre au service de l'épanouissement de vies privées qui, du reste, sont, par-delà les apparences, elles-mêmes éminemment collectives en tant que telles, dans la mesure où elles se ressemblent et posent les mêmes problèmes (qui du coup, ne sont pas aussi privés qu'on pourrait le croire...).

Dans le contexte actuel, *il nous semble ensuite que les réflexions touchant la réduction du congé parental et, plus encore, celles qui concernent le statut des beaux-parents, pour légitimes qu'elles soient peut-être en soi, doivent être abordées avec beaucoup de circonspection*, car elles ne doivent en tout état de

cause pas aller à contre-courant de ce qu'il faut faire en temps de crise : non pas enregistrer les brisures de la famille, mais au contraire aider autant qu'il est possible à renforcer sa cohésion¹.

Quatrième suggestion (après celle sur les allocations, celle sur la création d'un « fonds autonomie et solidarité » et celle sur la création d'un ministère plein) : *il faut regrouper les mesures annoncées en faveur de la famille, faute de quoi elles seront aussitôt brûlées sur le grand bûcher médiatique. Il sera en outre important de bien distinguer les niveaux de communication en précisant ce qui relève du président de la République, du Premier ministre ou des ministres.* Les annonces isolées, fragmentées, qui ne sont pas insérées dans un projet global et cohérent sont vouées, quels que soient leur légitimité et leur intérêt intrinsèques, à passer rapidement à la trappe. À quoi bon annoncer, ici, une mesure en faveur des mères célibataires (chèques emploi service), là une autre en faveur des personnes accompagnant un proche vers la mort, un autre jour une décision touchant les crèches, les beaux-

1. Ce qui n'exclut nullement qu'on avance sur des sujets nécessaires, tels que le statut de l'homoparentalité auquel le CAS a d'ailleurs consacré l'un de ses rapports. De ce point de vue, les réflexions engagées par Nadine Morano vont clairement dans le bon sens.

parents ou les congés parentaux si tout cela n'est connecté à rien de central dans la politique d'ensemble du gouvernement ? Dans la période actuelle, qui plus est, tout cela paraît anecdotique, dilatoire, mesures de diversion... Il faut tout à la fois regrouper les annonces dans une politique familiale d'ensemble, mais aussi situer cette politique au sein d'un projet de civilisation où toutes les mesures anticrise seraient regroupées.

Cinquième suggestion : *c'est dans la perspective ici ouverte qu'il faut mettre en place le service civique volontaire en se fixant comme objectif de parvenir à 10 % d'une classe d'âge. Budgétairement, la chose est faisable : il suffit de prendre sur le budget des trois cent cinquante mille emplois aidés que le gouvernement a annoncés. Attention : il ne s'agit surtout pas de réduire le service civique à des emplois aidés, de l'assimiler aux anciens emplois-jeunes, mais seulement d'utiliser une petite partie du budget de ces emplois pour créer un dispositif nouveau* qui aurait beaucoup d'avantages dans la période actuelle : en permettant aux jeunes de s'engager utilement en faveur de missions d'intérêt général, il donne du sens à leur vie. Il leur offre en plus une possibilité de reconnaissance et de valorisation de leurs efforts non négligeable, une « validation des acquis de

l'expérience », que ce soit d'ailleurs dans un cadre universitaire ou dans celui de la vie professionnelle et de l'entreprise (*cf.*, pour plus de détails, le travail accompli par le CAS sur le service civique). *Mais d'un même mouvement, il soulage les familles préoccupées pour l'avenir de leurs enfants. Il serait essentiel dans la perspective ouverte par le présent rapport que ce service civique soit orienté, au moins dans un premier temps, le plus largement possible vers des missions d'aide aux familles* (ruptures de solitude des seniors, missions para-éducatives auprès des petits, etc.).

B. L'AIDE AUX ENTREPRISES COMME LIEUX RÉELS
DE LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE

En parallèle à l'aide aux familles, nous plaçons ici pour une mesure aussi courageuse que massive qui consisterait en *une simplification radicale des impositions aux entreprises*. L'objectif serait de refonder l'imposition des entreprises en supprimant l'ensemble des petites taxes et contributions diverses touchant les entreprises dans une logique de baisse des coûts et de compétitivité (notamment en supprimant toutes les taxes prises en compte dans le coût de production – la taxe professionnelle en

est une – par opposition aux taxes liées aux résultats¹). La simplification qui en découlerait aurait des effets bénéfiques non-négligeables.

Au-delà des décisions prises concernant la taxe professionnelle, la mesure devrait respecter deux critères :

– *être absolue* : il s'agit d'une refondation de la fiscalité (hors contributions sociales) des entreprises visant à simplifier radicalement non les modalités de perception mais bien les impôts eux-mêmes ; l'objectif est que ne demeure plus que l'impôt sur les sociétés, la TVA, les accises et les taxes générales sur les activités polluantes ;

– *être préparée* : il faut qu'au moment de l'annonce le principe, mais aussi la modalité de compensation des pertes de recettes ou des ressources versées aux différents organismes et collec-

1. Ce sont en effet les taxes entrant directement dans le coût de production – et comparables de ce fait à un écart de salaire ou à un écart sur les prix des entrants dans le processus de production (*cf.* la comparaison faite par C. Ghosn sur le coût de production d'une voiture en France et en République tchèque) – qui affectent le plus la compétitivité des entreprises françaises. Ce coût est en effet intégré dès le départ comme une charge fixe dans le calcul de rentabilité des investissements, d'où des choix d'allocation des investissements qui peuvent défavoriser notre pays et conduire à des localisations alternatives d'entreprises françaises ou étrangères.

tivités (certaines de ces taxes sont affectées) soit également précisée.

La manière la plus simple de compenser ces pertes de ressources serait de simplifier également l'impôt sur les sociétés en faisant disparaître des exonérations ou exemptions. Un calcul fait par Christian Saint-Étienne en 2006 montrait que le même rendement de l'impôt sur les sociétés pouvait être obtenu avec un taux d'IS de 14 % contre 33 % aujourd'hui simplement en supprimant les abattements, exonérations et exemptions. *Sans aller jusque-là et en maintenant le taux d'impôt sur les sociétés à 33 %, la suppression de multiples exonérations pourrait sans difficulté financer l'abandon de quelques dizaines de petites taxes.*

Il faudrait en contrepartie accepter soit a) de financer directement sur le budget de l'État les organismes qui en vivent (si la question de l'autonomie n'est pas cruciale), soit b) d'affecter une petite part de l'impôt sur les sociétés aux collectivités ou organismes bénéficiant antérieurement de taxes ou contributions. Mais répartir un même impôt entre plusieurs affectataires est d'une simplicité sans comparaison avec la gestion de multiples assiettes et contributions fiscales de sorte que l'opération doit permettre également une moder-

nisation et des gains de productivité pour les administrations fiscales.

Dans la perspective où c'est évidemment à nouveau l'emploi qui devient la priorité des priorités, avant même le pouvoir d'achat, une telle mesure, véritablement « révolutionnaire », aurait des effets sans doute considérables. Elle représenterait non seulement une formidable bouffée d'oxygène pour les entreprises, mais aussi un effet enfin réel de simplification qui serait en outre incitatif en matière de création d'entreprises. Elle serait sans doute préférable à d'autres mesures de relance. C'est donc une question de choix politique qu'il faut faire étudier.

Deux autres mesures pourraient être examinées dans le même sens (celui de la réduction du chômage) :

— Favoriser le réinvestissement dans les entreprises en diminuant le taux de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices réinvestis (taux abaissé comme en Allemagne) et en ne maintenant le taux de 33 % que pour les bénéfices distribués aux actionnaires ; il faut préciser que les Allemands ont finalement abandonné cette mesure qui ne va pas, il est vrai, dans le sens de la simplification que nous défendons par ailleurs. Reste qu'elle devrait malgré tout

à nos yeux être étudiée de près car elle semble *a priori* cohérente avec une incitation au partage en trois tiers quand c'est possible (salariés, réinvestissement, distribution).

– *Supprimer les charges pour de nouvelles embauches pendant un an.* Cette mesure temporaire d'exonération complète des charges patronales (quel que soit le niveau de salaire) aurait le mérite de cibler directement l'emploi. Seules les entreprises s'efforçant d'embaucher (y compris en renouvelant les départs en retraite) en bénéficieraient. Le caractère temporaire et la simplicité (caractère absolu) de la mesure évitent en revanche de mettre en danger le financement à moyen terme de la protection sociale ou de créer une « usine à gaz » (des formules du type « défiscaliser les deux prochains emplois », par exemple, posent, de ce point de vue, problème : que se passe-t-il si un chef d'entreprise embauche deux personnes mais en licencie trois ?). L'honnêteté oblige à reconnaître que le coût de l'absence de charges patronales sur les nouvelles embauches sera élevé – mais, *a contrario*, il existe déjà un dispositif dégressif d'allègement sur les bas salaires ce qui limitera le coût du nouveau dispositif, tandis que le caractère temporaire en limite le risque budgétaire dans la durée.

*II. Un axe « équité » : à quelles conditions
tous nos concitoyens peuvent-ils
se sentir « dans le même bateau » ?*

Là aussi, il faut savoir tenir les deux bouts de la chaîne : d'une part, certains excès des patrons et des banquiers en matière de rémunérations sont, non seulement scandaleux sur le plan éthique, mais qui plus est calamiteux pour l'ensemble du système de la libre entreprise sur lequel ils jettent une lumière détestable en donnant au plus grand nombre le sentiment que, décidément, les privilèges de l'Ancien Régime ne sont pas morts. *Il serait bon, dans cette perspective, et ne fût-ce que pour éclairer l'opinion publique sur ce sujet si difficile, de confier par un biais ou un autre au Parlement, ou à tout le moins aux conseils de la République (Conseil d'analyse économique, CAS, etc.) plutôt qu'à une commission ad hoc, un travail sur le thème de la rémunération juste.* C'est d'abord au Parlement d'éclairer l'opinion publique – en tout cas, ce serait souhaitable qu'il puisse le faire. L'enjeu de solidarité et de justice est ici considérable. Car il est clair que l'employé qui, après quinze années de travail dans une entreprise où il gagne, disons, le

Smic + 30 %, se voit en outre licencié ne peut ressentir aucune solidarité d'aucune sorte ni avec son patron, ni avec son gouvernement, ni même avec son pays ! Quand il lit de surcroît dans la presse que tel banquier s'octroie un bonus de deux millions d'euros en plus de son salaire après avoir pourtant fait quelques bêtises mémorables, il ne peut plus croire si peu que ce soit à l'idée même de justice sociale. Il y a donc une réflexion à mener, parallèle à celle sur le partage des richesses, touchant la question des écarts de rémunération.

D'un autre côté pourtant, il faut aussi avoir le courage de dire – car c'en est un par les temps qui courent – que les critiques des « patrons et des banquiers », pour pleinement légitimes qu'elles soient dans certains cas bien précis qui ne doivent pas être occultés, trouvent assez rapidement leurs limites sur le plan économique global. Si l'on veut bien s'écarter un instant du prisme médiatique déformant qui veut qu'on ne s'intéresse qu'aux chefs d'entreprise du Cac 40 ainsi qu'aux neuf ou dix plus grandes banques européennes ou américaines, si l'on regarde en face le tissu réel des entreprises françaises, force est de constater que les scandales éthiques qu'on se plaît à dénoncer ici ou là sont dans leur cas à peu près inexistants.

Rappelons quelques réalités. Il y a en France près de trois millions d'entreprises qui n'ont aucun rapport avec le cas, en effet scandaleux, des revenus démentiels, de « golden hello » hallucinants, de parachutes et autres bonus insensés que la presse évoque à satiété – encore une fois à juste titre, mais en produisant inévitablement néanmoins des effets déformants. Car on finit par croire que ces exemples extrêmes donnent le « la », que toutes les entreprises, ou du moins une bonne partie, sont à leur image, ce qui, évidemment, est absurde. Il suffit pour s'en convaincre de rappeler que le salaire moyen des chefs d'entreprise français est d'environ 4 300 euros par mois et que, dans leur immense majorité, ils se battent autant qu'il est possible pour maintenir les emplois. Rappelons aussi que, fin 2008, le nombre de faillites a augmenté de 18 % par rapport à fin 2007, ce qui conduit évidemment à une forte augmentation du chômage. Pour être plus précis et donner là encore quelques chiffres qui peuvent servir de repères, rappelons que, sur les deux millions neuf cent mille entreprises françaises, environ un million sept cent mille... n'ont pas de salarié ! Un million supplémentaire est constitué d'entreprises de moins de dix salariés. Il n'y a donc en France qu'environ deux cent mille entreprises

comptant plus de dix salariés, et seulement trente-trois mille de plus de cinquante salariés (vingt-quatre mille entre cinquante et deux cents, quatre mille sept cents entre deux cents et cinq cents, deux mille entre cinq cents et deux mille, et seulement quatre cent cinquante de plus de deux mille salariés¹).

Même dans les entreprises de plus de cinquante salariés où les salaires des chefs d'entreprise sont les plus élevés, leur moyenne était en 2007 de 127 000 euros annuels, ce qui certes, n'est pas négligeable, mais n'a aucun rapport avec les revenus des patrons du Cac qui se partagent à eux seuls, hors salaires, environ un milliard d'euros de *stock-options*. Il faut donc se méfier du discours général sur « les patrons », comme s'ils formaient une classe homogène. Les disparités sont immenses entre eux et les solutions que l'on peut apporter à la crise doivent en tenir compte... De même, lorsqu'on cite aussi en abondance les profits de Total – 14 milliards d'euros cette année –, ce chiffre faramineux doit être mis en regard d'un autre, encore plus impressionnant : 19 milliards d'euros d'investissements annuels. Certains ont proposé

1. Chiffres de l'année 2007 fournis par l'INSEE.

que l'on gèle les dividendes des actionnaires (environ 40 % des bénéfices), mais c'est oublier que, sans les actionnaires qui apportent le capital, l'économie réelle n'existerait tout simplement pas ! C'est en outre faire l'impasse sur le fait que l'immense majorité des entreprises françaises n'ont tout simplement pas d'actionnaires – hors le patron lui-même, souvent entouré de quelques proches qui touchent zéro dividende ! La règle des trois tiers – un tiers pour les actionnaires, un tiers pour les investissements, un tiers pour des bénéfices à partager – n'a donc qu'un sens limité au niveau global : elle ne s'appliquerait en tout état de cause qu'à un tout petit nombre d'entreprises. Il faut donc réfléchir autrement à la question de l'intéressement et de la participation, comme nous le suggérons plus haut.

Mais, bien évidemment aussi, on ne peut pas s'en tenir à une simple réflexion théorique sur l'équité. Il faut aussi agir, comme le gouvernement a d'ailleurs commencé à le faire, notamment en proposant à juste titre une meilleure rémunération du travail partiel. Il va falloir aller plus loin dans l'aide à ceux qui sont le plus frappés par la crise. L'argent public étant dramatiquement limité, il faut d'abord avoir le courage d'identifier clairement

ceux qui sont, d'abord et avant tous les autres, les principales victimes de la situation actuelle : les intérimaires, les CDD, ceux qui font faillite, les chômeurs, les jeunes qui cherchent à entrer sur le marché du travail. En revanche, les CDI, les fonctionnaires et les retraités ne voient pas, en général, leur situation remise en cause. Il faut même avouer que leur pouvoir d'achat augmente en proportion de la baisse de l'inflation. Comme nous le disions plus haut, la crise a bon dos, et il ne faut pas céder aux arguments de ceux qui se présentent comme des victimes alors qu'ils n'en sont pas. Si l'on veut aller dans le sens de l'équité, ce sont les catégories les plus touchées qu'il faut bien sûr aider en priorité.

Enfin, il nous semblerait utile, dans le contexte actuel, ne serait-ce que pour des raisons pédagogiques (mais pas seulement bien sûr), de reprendre à nouveaux frais la *question de l'intéressement et de la participation*. De ce point de vue, il est regrettable que la loi de 2008 soit, sur ce plan à tout le moins, presque totalement passée inaperçue. La vérité est qu'elle ne va pas assez loin, par un manque d'audace sans doute compréhensible, mais qui nuit à l'appréhension même du dossier. L'idéal serait de passer une partie assez

significative du salaire en intéressement pour que le patron l'accepte et que l'employé s'y retrouve. Pour des raisons évidentes, cette idée, en période de crise, est particulièrement difficile à faire passer. Il n'en reste pas moins que, sur le fond, elle mériterait elle aussi d'être soigneusement étudiée. Ce qui est clair, c'est que les exemples abondent d'un partage trop inégal des richesses et que le patronat français aurait singulièrement intérêt à ouvrir enfin sur cette question une véritable réflexion. Les idées de participation et d'intéressement doivent être explorées à nouveaux frais car elles semblent bien être les seules qui, face à ce qu'il faut bien nommer une crise du capitalisme, offrent la possibilité réelle d'une troisième voie.

*III. Un axe éducation : repenser de fond en comble
l'éducation civique, la voie professionnelle,
les programmes d'économie et la place
des grandes œuvres dans nos enseignements
philosophiques et littéraires*

Nous serons très brefs sur ces points essentiels pour une raison simple : le CAS s'est déjà exprimé à plusieurs reprises sur ces sujets et il est prêt à s'en

saisir à nouveau de manière opérationnelle pourvu qu'on le lui demande. Disons donc simplement et brièvement à titre programmatique ce qui nous semble essentiel.

Il nous semble d'abord urgent d'entreprendre au plus vite une *refonte complète de nos enseignements d'instruction civique* à partir d'une réflexion qui aille à rebours de l'idéologie actuelle – en gros, une idéologie qui continue de sacraliser sans réflexion les cours de droit constitutionnel pour enfants et de leçons de morale, les deux étant à peu près aussi inefficaces et inutiles l'un que l'autre. Il nous paraît indispensable de changer de braquet et de faire reposer pour l'essentiel l'enseignement du civisme sur un ensemble de grandes œuvres littéraires, philosophiques, mais aussi cinématographiques qui suscite réellement l'intérêt des élèves et permette de leur faire saisir concrètement les enjeux de l'éthique collective aujourd'hui. Encore une fois, le CAS est prêt à travailler à une telle réforme si on le souhaite.

Qu'attend-on par ailleurs pour mettre enfin en œuvre les mesures qui permettraient *d'améliorer sensiblement la formation professionnelle initiale* ? Elles sont pourtant simples, et infiniment plus efficaces que la plupart des stratégies de soutien habituelles dont les échecs sont patents depuis des

décennies : *classes en alternance au collège et écoles d'excellence dans la voie professionnelle post-bac*. Nous renvoyons sur ce point aux différents rapports que le CAS a déjà consacrés, au moins partiellement, à ces sujets sur lesquels aussi nous sommes prêts à nous exprimer très concrètement. Il serait fâcheux qu'une énième réforme des lycées et des collèges ne tienne pas compte de ces impératifs d'amélioration de la voie professionnelle, comme toujours oubliée au profit de la seule voie noble, celle des études générales.

Il faut ensuite entreprendre une *refonte, elle aussi assez radicale, des enseignements d'économie*. Il faudrait même en faire, dans le contexte actuel d'incompréhension générale des contraintes imposées par la crise et par sa mondialisation, une véritable cause nationale. Le temps n'est plus aux demi-mesures, aux études préalables sur les manuels, aux commissions de réflexion plus ou moins vagues sur le long terme, etc. Il faut mettre en place un groupe de travail débouchant au plus vite sur une réforme hardie des programmes. Ce groupe devrait être assez peu nombreux – au plus une quinzaine de personnes et il devrait être composé, pour une part d'économistes de très grand renom, pour une autre de praticiens de l'enseignement afin que sa légi-

timité ne soit pas aussitôt mise en cause (elle le sera de toute façon, mais plus ou moins quand même...).

Enfin, malgré tous les efforts menés par le défunt Conseil national des programmes, *les programmes actuels de français et de philosophie n'accordent pas une place suffisante à l'étude des grandes œuvres et de leur histoire*. Trop centrés sur des exercices formels – la dissertation, le commentaire et l'explication de texte, l'étude des genres et des registres, de la rhétorique, l'analyse de notions abstraites, etc. –, ils ne font pas une place suffisante au *contenu* des œuvres, à leur message substantiel, à l'expérience humaine, intellectuelle, morale, philosophique, esthétique, historique, etc. qu'elles recèlent. Or il nous semble que, face à l'univers de la consommation universelle que nous avons décrit ici, seules les grandes œuvres sont réellement en mesure de donner aux enfants et aux jeunes gens la distance critique qui convient. Là encore, le CAS est prêt à faire des propositions concrètes en ce sens.

*IV. Un axe réduction des déficits :
la question de la solidarité
entre les générations*

Rentrant de Chine, Erik Orsenna racontait un jour cette anecdote : un ami chinois lui avait dit que la France était un pays formidable... n'était le fait qu'on y maltraite les enfants ! Et Orsenna de protester, jusqu'à ce que le Chinois s'explique : il y a maltraitance caractérisée quand les adultes choisissent collectivement de plomber l'avenir de leurs enfants en leur laissant une gigantesque ardoise, celle de la dette et des déficits publics !

De fait, la crise actuelle conduit à un formidable transfert de la dette privée vers la dette publique, transfert que nos enfants auront bientôt à éponger si, comme c'est hélas probable, nous continuons à ne pas pratiquer clairement la rigueur... Dans la période actuelle, on comprend qu'il faille bien « faire de la politique » et du social pour éteindre, comme on dit, l'incendie. *On répète volontiers que quand la maison brûle, on ne regarde pas à la facture d'eau. Soit. Mais est-ce une raison pour provoquer à la place de l'incendie une inonda-*

tion tout aussi funeste ? Pour le moment, le transfert massif de la dette privée vers la dette publique n'a aucun équivalent dans l'histoire récente de notre pays. Il va à rebours de toutes les politiques budgétaires réclamées par la droite dans les dernières années. Disons-le clairement : le plus inquiétant peut-être, dans la période actuelle, c'est que les hypothèses de sortie de crise ne sont pas réjouissantes. À vrai dire, on n'en voit guère que trois possibles, toutes trois assez calamiteuses. Dès que la crise commencera de s'estomper (si jamais...), trois scénarios semblent en effet envisageables :

– Un retour drastique – aussi brutal que le transfert de la dette privée vers la dette publique l'aura été – vers une vraie politique de rigueur assumée comme telle avec un plan de réduction des déficits et de la dette comme on n'en aura jamais connu non plus dans notre histoire. Peu probable politiquement...

– Une inflation acceptée par la BCE pour annuler la dette et repartir sur des bases assainies quitte à ruiner les rentiers. Peu probable aussi : la BCE ne l'acceptera jamais et, à vingt-sept, il y a peu de chances que l'Europe se mette d'accord sur une telle politique (qui serait pourtant très proba-

blement, sinon la meilleure solution, du moins la seule réaliste...).

– Enfin, le troisième scénario est celui, catastrophique, de la défaillance pure et simple des États qui ne peuvent plus payer (certains pays européens vont d’ailleurs, comme on sait, être déclassés prochainement par les agences de notation)...

Dans tous les cas de figure, il est clair que les difficultés sont devant nous et le prochain quinquennat risque d’être encore beaucoup plus difficile que l’actuel ! À l’évidence, il faut donc tout faire dès maintenant pour contenir autant que possible les déficits. Les intérêts de la dette vont augmenter d’environ 6 milliards d’euros l’année prochaine. Admettons que, dans l’urgence, il faille faire de la politique, mais admettons aussi qu’à plus long terme, il va falloir réfléchir autrement.

C’est donc un devoir absolu que de continuer à réduire les dépenses structurelles de l’État et des administrations. Ce devoir est d’autant plus impératif, pour ne pas dire catégorique, qu’il n’est pas besoin d’être grand clerc pour prévoir que les problèmes posés par le financement des retraites, de la santé

et de la dépendance ne feront que s'aggraver de manière exponentielle dans les vingt ans qui viennent ! De ce point de vue, l'échec de la réforme du lycée, qui aurait permis au bas mot de faire une économie de quatre-vingt mille postes, est très regrettable : le simple non-redoublement en seconde représentait près de vingt mille postes, le passage de trente-quatre élèves à vingt-sept représentait près de trente mille postes et la rationalisation des options avec l'organisation en module pouvait permettre d'en gagner encore largement autant. D'autant que cette réforme était légitime et même utile sur le plan pédagogique. L'erreur initiale est de ne pas avoir entamé d'urgence, dès le début du quinquennat, cette excellente réforme – au lieu de se perdre dans des mesures touchant le primaire tout à la fois inutiles budgétairement et contestables pédagogiquement. Il faut reprendre le dossier.

Les autres voies de la réduction des déficits sont connues. Elles ont été explorées par une pléiade de rapports depuis belle lurette. *Mais ce qui manque pour pouvoir les mettre en œuvre, ce n'est pas (ou en tout cas pas seulement) le courage, comme on le dit partout, mais c'est une pédagogie de l'opinion publique* – comme ce fut le cas pour la réforme des retraites par exemple –, ce que le poli-

tique ne peut malheureusement pas faire lui-même, parce qu'il est toujours juge et partie et que le système démocratique implique la contradiction polémique permanente. *Nous suggérons à cette fin d'attribuer cette mission principale d'éclaireur au Conseil d'analyse stratégique, voire, pour marquer le coup, de le rétablir dans son ancien nom de Commissariat au plan.* Il faudrait qu'il travaille quasi à temps plein dans cette perspective tout en réfléchissant aussi, en termes de communication, au meilleur moyen de faire passer les messages sur un sujet aussi ingrat. Si nul ne se colle à la tâche, il y a gros à parier que le problème se repose sans cesse, de quinquennat en quinquennat, jusqu'à ce qu'il devienne réellement insoluble.

*V. Un axe Europe qui la présente enfin
comme le bon niveau pour reprendre
la main sur un cours du monde
que la mondialisation nous dérobe
en permanence*

Il faut bien se rendre à l'évidence : depuis des années le discours proeuropéen a échoué à convaincre parce qu'il est, à de très rares excep-

tions près, tout à la fois creux et lénifiant. Particulièrement en période de campagne électorale. À quoi bon promettre la paix et les droits de l'homme aux nouvelles générations, alors qu'à leurs yeux ils vont de soi ? Par quel miracle leur faire croire que l'écologie, l'économie ou le social vont passer par une politique européenne... alors qu'il n'y a pas d'Europe politique – sauf, quasiment par miracle, pendant le court moment de la récente présidence française – et que nul ne la voit jamais en acte ? Comment même mobiliser les étudiants les plus éclairés autour de projets du type Erasmus si le nombre de bourses est infinitésimal et les difficultés pour les obtenir quasi insurmontables par le commun des mortels ? Comment mobiliser sur la compréhension des institutions alors qu'elles sont objectivement incompréhensibles pour quiconque (et encore !) n'a pas eu par profession l'obligation de les pratiquer ? La vérité, tout le monde le sait, c'est que l'Europe politique, l'Europe puissance n'attire pas... parce qu'elle n'existe pas ! Comme le dit Hubert Védrine dans l'excellent rapport qu'il a remis au président de la République sur la mondialisation, l'Union européenne est aujourd'hui davantage comparable à une vaste Suisse qu'aux États-Unis : c'est un

espace de droit, de paix et de prospérité relatives, certes, mais pas une entité politique capable d'influer sur le cours du monde – ce qui serait pourtant nécessaire étant donné le fait que nous ne sommes pas précisément dans un monde amical, pacifié, ni entourés exclusivement de démocrates bienveillants. Bref, pour des individus qui, dans leur immense majorité, malgré tout, trouvent la liberté et la prospérité (relative) dès le berceau dans leur propre nation, tout cela n'a rien de mobilisateur...

Pour relancer autant qu'il est possible le désir d'Europe, et pour englober les projets particuliers dans une perspective plus générale, qui permettrait tout à la fois de donner enfin plus de sens visible au projet européen, mais aussi de faire le lien entre la présidence française et les élections européennes qui vont lui faire suite, il faut partir de ce qui fâche aujourd'hui les Européens, à savoir la mondialisation. Toutes les enquêtes confirment combien les Européens, et en particulier les Français, perçoivent la mondialisation comme une menace. Sans doute ont-ils en partie tort, mais il faut, comme on dit, « faire avec », et tenter tout à la fois de comprendre cette réaction et d'y répondre : car d'évidence, pour le moment en tout cas, l'Union euro-

péenne est vue – par ses opposants comme par ses défenseurs d’ailleurs – davantage comme un bras armé de l’adaptation de nos vieux pays à la mondialisation libérale que comme un facteur de résistance. Et c’est cela, le plus souvent qu’on lui reproche : elle serait un « machin » peu démocratique chargé de livrer pieds et poings liés les vieilles nations à la barbarie mondialisatrice, à la flexibilité et au *dumping* social... Même à droite, le thème est sensible, ou pour mieux dire sans doute : s’il convainc peu les élites, il fait fortune ailleurs. Il faut donc y répondre, *d’autant que c’est l’enjeu majeur d’une « politique de civilisation » : c’est au niveau européen que le projet, pour la France, de sortir d’une politique réduite à la seule technique de gestion du quotidien peut trouver son expression véritable et achevée.*

Cela suppose qu’on ait quelques vues sur deux questions fondamentales : 1) D’où provient, à sa racine, la réticence française à la mondialisation et, par là, à l’Europe (car les deux sont largement liées) ; 2) Que proposer pour répondre à ces réticences ? La réponse à ces questions devrait être centrale dans la campagne électorale qui vient, elle devrait y être débattue à droite comme à gauche, et c’est dans cette optique qu’il

nous a semblé nécessaire de l'évoquer en fin de ce rapport.

Sur le premier point, trois raisons doivent être prises en compte au premier chef, en allant du plus factuel au plus profond :

– D'abord, si l'on garde à l'esprit les chiffres évoqués plus haut – plus de sept millions de nos concitoyens vivant avec moins de 800 euros par mois, un Smic net autour de 1 000 euros, et un revenu moyen autour de 1 300 euros –, on doit bien constater qu'il y a pour ainsi dire deux France, animées chacune par des peurs inverses : la première, « riche, éclairée et libérale », pense qu'il faut s'adapter au monde, toucher au code du travail, à l'ISF, réduire les déficits, les dépenses de l'État, etc. C'est la France des élites et des chefs d'entreprise, celle qui a peur que, faute de réformes, ce soit le déclin qui se profile à l'horizon. Pour l'autre France, de plus en plus nombreuse dans la période actuelle, l'adaptation à la mondialisation apparaît au contraire comme l'horreur économique : elle signifie plus de précarité, plus de flexibilité, moins de protection par l'État, plus de dumping social, etc. *Il ne sert rigoureusement à rien de jouer une France contre l'autre et la politique a pour mission première de recoudre les deux mor-*

ceux pour tirer le tout autant qu'il est possible dans le bon sens. À cela s'ajoute le fait que la façon dont l'euro est entré en vigueur – comme un moyen de contraindre la France à une vertu dont les politiques et les partenaires sociaux étaient incapables par eux-mêmes – a accrédité l'idée que l'Europe n'était que le bras armé de la mondialisation libérale et dérégulatrice. Résultat : 60 % des Européens (et pas seulement des Français) pensent que l'Europe ne protège pas contre la mondialisation.

– Une seconde raison, historique et culturelle, explique plus profondément encore la réticence singulière et spécifique des Français à la mondialisation qui reste à leurs yeux d'essence « anglo-saxonne ». L'idée républicaine, qui est notre héritage politique le plus important, à droite comme à gauche, s'est construite, à l'époque de la Révolution française, sur l'idée que la société civile était par nature « corrompue » (c'était l'Ancien Régime) et que la grandeur de la politique (de l'État moderne) était de lutter contre cette corruption. Le volontarisme, ce que les grands révolutionnaires nomment le « gouvernement de la vertu », est indissociable de notre tradition républicaine et, pour des raisons de fond qui plongent leurs racines jusque dans le classicisme français (jusque dans le jardin géométrique de

Versailles ou les pièces de Molière), il répugne à toute politique libérale : pour les républicains, l'honneur de la réforme n'est jamais d'aller de bas en haut (comme dans la jurisprudence anglo-saxonne), mais toujours de haut en bas (comme dans le code Napoléon). De là la résistance presque viscérale à l'idée libérale et la puissance des relents souverainistes à droite comme à gauche : même si l'idée européenne est globalement acquise, ils sont toujours prêts à refaire surface.

– Enfin, la naissance des marchés financiers autonomes comme celle de l'Internet ont donné, non sans raison comme nous l'avons montré plus haut, le sentiment profond d'une « dépossession démocratique », la conviction à juste titre partagée par une grande majorité de nos concitoyens que « le monde nous échappe » et que le problème politique numéro 1 n'est pas que les politiques ont trop de pouvoir (comme on disait en 1968) mais au contraire qu'ils n'en ont pas assez et que l'impuissance publique menace face à la montée des forces non maîtrisables de la finance internationale. Et ce ne sont ni la crise des *subprimes* ni les hésitations actuelles de l'Europe sur une éventuelle politique commune de relance qui vont contrecarrer cette opinion. *Il est donc urgent de donner le*

sentiment qu'on peut reprendre la main, que la politique n'est pas morte pourvu qu'elle devienne, en effet, non une gestion à court terme, mais une authentique « politique de civilisation ».

Tout plaide donc aujourd'hui pour l'élaboration d'une vision non platement technicienne du politique. La prochaine campagne pourrait à cet égard mettre en valeur trois arguments qu'on n'entend pas assez dans le débat public :

– Le premier est qu'il faut défendre et promouvoir dans le monde le modèle européen. Autant l'idée d'un « modèle social français » est contestable, autant celle d'un modèle économique et démocratique européen ne l'est pas. C'est ici qu'il faut enraciner le projet d'une politique de civilisation et il faut le faire autour d'une idée simple et forte, idée fort bien développée par notre confrère Michel Foucher dans un rapport sur l'Europe que le CAS lui a commandé et qui paraîtra bientôt : celle de « protection sans protectionnisme ». Le protectionnisme, voire le « patriotisme économique » sont en général des idées simplistes quand elles font bon marché de la réciprocité. En revanche, elles sont impératives dans certains cas bien précis. Il faut ici prendre des exemples parlants, tel le fameux « ballon de foot pakistanais » :

il n'y a aucune raison pour que nous l'achetions s'il reste fabriqué par des enfants, hors de toute protection sociale, etc. Où l'on voit à nouveau combien la question de la régulation, comme celle de la lutte contre le *dumping* social, passe par des rapports de forces plus que par des discours abstraits sur les droits de l'homme !

– Le second argument à faire valoir pourrait se formuler ainsi : c'est parce que nous sommes souverainistes que nous sommes proeuropéens ! Il est nécessaire, pour ne pas jouer en défense et ne pas se laisser imposer les thèmes de campagne par les antieuropéens, d'être d'entrée de jeu très offensifs par rapport aux souverainistes eurosceptiques. Il faut faire comprendre à nos concitoyens, en prenant là aussi des exemples adaptés, que c'est parce qu'on souhaite redonner plus de marge politique à la nation qu'il faut aller vers l'intégration européenne. Le paradoxe est assez simple à faire comprendre : dans le contexte de la mondialisation, comme nous l'avons vu, de nombreux processus économiques, financiers, mais aussi écologiques, et même sociétaux échappent à l'emprise des États-nations de sorte que les représentants politiques nationaux sont infiniment plus limités qu'on ne le croit dans leur marge d'action. Il est évident que

si la croissance et l'emploi ne dépendaient que du ministre français des Finances, le problème aurait été réglé depuis belle lurette. Dans bien d'autres domaines, les limites de l'État national sont tout aussi évidentes : à quoi bon une législation française sur les OGM si nos voisins n'adoptent pas la même ? Pourquoi interdire le clonage en France s'il est autorisé en Grande-Bretagne et en Belgique ? Comment faire en sorte que nos universités et notre recherche françaises relèvent les défis de la concurrence américaine si nous ne faisons pas alliance avec les autres pays européens, etc. ? (On pourra multiplier et développer ces exemples dans d'autres domaines selon le public concerné.)

Il est évident que, face à la mondialisation qui nous dépasse en partie de notre pouvoir de contrôle sur le cours du monde, face aussi à la puissance américaine, la France seule mais tout autant l'Allemagne, la Grande-Bretagne ou l'Italie ne peuvent plus « faire le poids ». C'est parce que nous souhaitons que la France garde ou retrouve toute sa puissance, que nous la voulons intégrée à l'Europe, seule entité politique susceptible le jour venu d'être au niveau des défis de la mondialisation. Sinon ce sera inévitablement un déclin tragique et irréversible. Voilà pourquoi, contrairement à

l'analyse hâtive et superficielle des souverainistes, qui sont des faux amis de la nation, « plus d'Europe, c'est plus de France ».

– Enfin, il faudrait ajouter un troisième axe – mais nous l'avons déjà largement évoqué dans un précédent rapport : pour mobiliser la jeunesse autour de l'Union européenne, il faut lui faire valoir l'intérêt pour elle de s'engager dans des projets européens. *Le service civique pourrait trouver aussi ici sa place, pourvu qu'on lui donne bien sûr, comme il est plus souhaitable, une réelle dimension européenne.* Nous renvoyons sur ce point essentiel à notre rapport consacré au service civique.

CONCLUSION

Nous concluons par deux constats d'actualité que les analyses et les propositions qui précèdent permettent de mettre en perspective différemment.

Le premier est évident, mais doit rester cependant présent à l'esprit : face à la crise économique et financière, puis sociale et politique que nous traversons, les marges de manœuvre budgétaires du gouvernement sont limitées. Il est impossible d'annoncer chaque semaine des mesures nouvelles de relance et les milliards d'euros déjà mis en place en faveur de l'investissement ne sont pas extensibles à l'infini. Réclamer un nouveau plan de relance par la consommation semble peu approprié, pour ne pas dire plus : outre qu'il

conduirait à exploser encore davantage les déficits, mettant ainsi en danger la crédibilité du pays et laissant une ardoise insupportable aux générations futures, rien ne laisse penser qu'il aurait des effets bénéfiques sur les entreprises *françaises* et, par conséquent, sur l'emploi. Il n'en est pas moins vrai qu'on doit, dans les circonstances actuelles et dans la perspective plus que probable où la crise devrait tout à la fois s'aggraver et persister plusieurs années, se préoccuper de savoir comment aider vigoureusement les plus démunis sans pour autant le faire de manière antiéconomique et antibudgétaire : c'est évidemment une nécessité sociale et politique dans l'urgence, mais il serait plus que souhaitable que cela aille en outre dans le bon sens sur le plan économique sans grever pour autant le budget de l'État. C'est dans ce sens que s'inscrivent nos propositions – en particulier celle qui touche les allocations familiales et le fonds de solidarité/autonomie.

Le second constat, c'est que, face à cette crise et compte tenu de nos remarques sur la faiblesse relative des marges de manœuvre budgétaires, seule l'affirmation d'un projet de civilisation sincère, équitable et cohérent peut permettre de faire face au risque, non seulement d'une montée des

extrêmes, mais, beaucoup plus grave, d'une montée du sentiment que nous vivons dans un univers économique, social et politique tout à la fois injuste et dénué de sens. Le capitalisme est en crise, et cette crise, loin d'être anecdotique et passagère, est, comme nous l'avons montré, essentielle et structurelle, donc sans issue prévisible à court ou moyen terme. La vérité est que nous ne pouvons plus vivre dans le modèle de développement qui fut celui des années 1960. C'est désormais impossible aussi bien sur le plan économique, qu'écologique et même moral.

Pour des raisons que nous avons analysées ici et qui sont rarement perçues dans le débat public, l'horizon de la consommation infinie et illimitée n'est plus tenable. Il est donc indispensable de proposer un nouveau modèle de développement, voire un nouveau projet de société, une autre vision du destin commun, bref, une « politique de civilisation » si l'on veut reprendre cette expression désormais consacrée, faute de quoi ceux qui sont associés politiquement, dans l'esprit de nos concitoyens, au système capitaliste et qui sont perçus par l'opinion publique comme ses défenseurs « naturels » seront mis hors jeu. Il est inutile d'insister sur le fait que nombre des thèmes de campagne qui ont conduit

à l'élection du président de la République sont pris à contre-pied aujourd'hui : le libéralisme enfin de retour, la rupture avec le « modèle social français », l'argent décomplexé, la référence aux États-Unis, la volonté de faire reculer l'État, et même le fameux « travailler plus pour gagner plus ».

Il ne s'agit nullement de dire que ces idées sont fausses sur le fond. Mais, quel que soit le jugement qu'on porte sur elles en tant que telles, il est peu douteux qu'en termes de communication, elles sont devenues en quelques mois tout à fait obsolètes. Or il est essentiel de percevoir clairement dans le contexte actuel les raisons de ce retournement qui n'a rien d'anecdotique. Du reste, la présidence européenne de la France a déjà largement tenu compte de ce changement d'atmosphère. Elle s'est même déroulée dans une ambiance politique protectrice et régulatrice, voire si interventionniste et si peu « libérale » qu'elle nous a valu d'être considérés comme des « cryptocommunistes » par nos amis tchèques... Un tel jugement est évidemment comique, il n'en témoigne pas moins d'un changement de cap idéologique dont il faut maintenant tirer les conséquences si l'on veut du moins que la politique retrouve une cohérence sans laquelle elle devient illisible.

Bien entendu, nous avons parfaitement conscience qu'il peut paraître aujourd'hui follement ambitieux, voire tout à fait utopique, de prétendre s'engager dans la voie d'un « nouveau projet de société » – d'autant qu'à l'évidence, face à la crise économique et sociale, nos concitoyens, *boostés* par des syndicats dont la puissance symbolique est sans rapport avec la représentativité numérique, attendent, comme on peut le comprendre sans peine, des actes et des faits, du concret bien tangible, de la relance par la consommation par exemple, avec des mesures immédiates touchant l'emploi et le pouvoir d'achat, et pas, du moins pas dans un premier temps, des idées abstraites et des projets à long terme.

Dans ces conditions, toute proposition de plus longue portée risque d'apparaître, surtout si elle émane du gouvernement, comme une mesure dilatoire – ce pourquoi il faut sans doute attendre que la crise s'installe davantage encore pour que les vraies questions surgissent et que l'on puisse proposer un nouvel horizon de sens et un nouveau projet politique. Il est bien entendu indispensable d'imaginer, en parallèle à l'élaboration d'un tel projet de société et d'un nouveau modèle de développement, une série de mesures concrètes en

l'absence desquelles les discours portant sur la construction d'un grand dessein, si légitime soit-il, seraient aussitôt disqualifiés. Mais d'évidence, c'est déjà ce que le gouvernement s'est employé à faire de toutes ses forces avec ses diverses mesures de relance et, encore une fois, on voit mal comment il pourrait faire beaucoup plus dans l'état actuel des finances publiques.

Notre conviction est donc qu'il faut aller plus loin, beaucoup plus loin dans la voie d'un nouvel horizon de sens pour la vie en commun. Bien entendu, nous disons cela avec la plus grande humilité, en pleine conscience que nous n'avons évidemment pas toutes les clefs du problème, encore moins toutes ses solutions. Il n'empêche : il est urgent de commencer à le poser correctement. C'est ce que nous avons tenté de faire ici, en sachant bien que, pour aller plus loin, il faudra faire un travail plus collectif et plus approfondi. Il va de soi, notamment, que le choix de soutenir toujours davantage une économie de création à haute valeur ajoutée dans nos grandes villes et nos pôles de compétitivité sera sans doute décisif pour nous donner les moyens de cette nouvelle conception de la politique. D'autres que nous ont montré, mieux que nous ne saurions le faire, combien

ce redéploiement de notre économie vers l'innovation était décisif pour assurer notre croissance dans une économie mondialisée : car le positionnement dans la position « milieu de gamme » d'une trop grande partie de nos entreprises les expose à la concurrence toujours plus conquérante des pays émergents.

La crise que nous traversons n'est pas nécessairement une catastrophe en soi, même si elle l'est, bien entendu, pour ceux qu'elle jette à terre et auxquels il faut impérativement venir en aide. Pour l'ensemble de la société, elle peut même être une chance d'ouvrir les yeux. Du reste, pour l'instant, seules deux catégories, malgré tout minoritaires, en sont les vraies victimes : disons, pour aller vite, les « relativement riches » et les chômeurs, ceux qui avaient des actions en Bourse et qui les ont vues s'effondrer d'un côté et, de l'autre, ceux qui perdent leur emploi où voient leur entreprise faire faillite. L'augmentation du chômage est dramatique – et elle risque de l'être plus encore dans les mois qui viennent, mais, pour le reste, rien n'a en vérité changé : ceux qui ont conservé leur emploi n'ont pas vu jusqu'à présent leur pouvoir d'achat baisser le moins du monde depuis le début de la crise.

La vérité est qu'elle a bon dos et qu'on met aujourd'hui volontiers à son compte toutes les difficultés de la vie en général, même quand elles n'ont aucun rapport avec la situation présente en tant que telle. La baisse de la consommation, pour être réelle, n'en est pas moins largement influencée par des motifs psychologiques et subjectifs, motifs dans lesquels l'univers médiatique, en martelant chaque jour depuis des mois que tout va mal, possède une très grande part de responsabilité – ce qui, malgré l'apparence n'est pas d'ailleurs une critique, mais un constat. Encore une fois, pour l'immense majorité de nos concitoyens, rien n'a changé et le pouvoir d'achat est rigoureusement le même que l'année dernière.

Ce qui laisse penser que le malaise est plus profond et que la crise proprement dite ne fait qu'accélérer la prise de conscience du fait que l'univers de la consommation illimitée, induit mécaniquement par la logique même de la mondialisation, n'est pas tenable. Si la question du pouvoir d'achat est devenue primordiale, ce n'est pas fondamentalement pour des raisons objectives, mais subjectives : objectivement, en effet, le pouvoir d'achat des Français est, crise ou pas, plus élevé que jamais. Il suffit de se souvenir des années

1950 pour voir à quel point le niveau moyen a progressé ! Et si l'on veut en avoir le cœur net, on n'a qu'à remonter encore un peu plus en amont dans notre histoire. En relisant Dickens ou *Les Misérables* de Hugo, on pourra se faire une idée de ce qu'était la réalité de la misère dans l'Europe du XIX^e siècle. Et si l'on n'aime pas l'histoire, la géographie peut suffire : qu'on aille donc voir à Bombay, à Salvador de Bahia où même dans les faubourgs de Pékin ce qu'est la vraie pauvreté ! Quoi qu'on en dise ici ou là, nous en sommes infiniment loin.

En revanche, subjectivement, la souffrance sociale est tout à fait réelle. Une société qui semble n'attribuer à la vie humaine comme seul horizon de sens que celui de la consommation, du « toujours plus », est intrinsèquement insatisfaisante. Et ce pour une raison de fond : le décalage entre l'augmentation exponentielle des désirs et l'évolution relativement lente des pouvoirs d'achat ne peut qu'engendrer des frustrations irrémédiables et de plus en plus grandes, surtout si cette société a en plus l'indécence d'exposer sans la moindre pudeur le fait massif et bien visible d'inégalités, qui pour être l'apanage d'un tout petit nombre d'individus, n'en sont pas moins des plus criantes.

Le « toujours plus ! » implique, comme son double maléfique, le « jamais assez ! ». Quand la vie en commun a un sens, la question du pouvoir d'achat, du moins passé le seuil de la misère, est loin de prendre l'importance qu'elle revêt dans une société dont nous avons vu comment et pourquoi elle organise à proprement parler le non-sens.

C'est là que le bât blesse, et ce pour des raisons économiques et morales structurelles tout à fait fondamentales. Et ce n'est évidemment pas en donnant cent cinquante ou deux cents euros de plus ici ou là que l'on changera quoi que ce soit au fond du problème. Les aides, pour bienvenues qu'elles soient dans l'instant, seront toujours jugées insuffisantes par les catégories qui les reçoivent et ceux qui ne les perçoivent pas se sentiront en plus oubliés, pour ne pas dire négligés, voire insultés. Montée de l'insatisfaction garantie ! Il faut mettre cette logique enfin à nu si l'on veut avoir une chance, sinon d'en sortir, du moins de la dépasser en l'englobant dans des perspectives plus vastes, comme nous avons tenté de le faire ici.

ANNEXE

Lettre de saisine adressée
par le Premier ministre à Luc Ferry,
président délégué du Conseil d'analyse
de la société

Le Premier Ministre

Paris, le 19 JAN. 2009

Monsieur le Ministre,

Depuis 18 mois, nous poursuivons, sous l'autorité du Président de la République, une politique de réformes résolue, destinée à moderniser la France. Notre dynamique politique s'inscrit dans un monde en pleine transformation dont il est souvent difficile de fixer les repères. Le XXème siècle s'éloigne rapidement de nous, mais les horizons du XXIème siècle ne sont pas définis.

La crise financière et économique est venue balayer un grand nombre de certitudes anciennes. Certitudes politiques, économiques, culturelles, philosophiques. Tous ces bouleversements récents, toutes ces ruptures, méritent d'être mesurés et leurs conséquences doivent être évaluées sur le moyen terme.

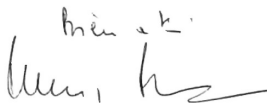
Ce processus de transformation n'a, au demeurant, pas commencé avec la crise actuelle. Avec la fin du monde bipolaire, la mondialisation s'est imposée de façon désordonnée. Elle bouscule le statut des anciennes puissances industrielles. Elle place notre modèle économique et social sous la pression d'une concurrence aigue. Elle nous oblige à repenser les conditions de notre prospérité et de notre solidarité. Elle nous contraint également à restructurer les équilibres internationaux car ce monde ouvert et global a besoin de régulations. L'Europe, pour sa part, s'est élargie, mais demeure encore en quête d'un dessein politique commun. Enfin, de nouveaux défis, notamment celui du développement durable, interpellent notre conception du progrès. Telles sont quelques-unes des mutations sur lesquelles le Conseil d'Analyse de la Société s'est déjà, en partie, penché.

La France de demain doit se réfléchir aujourd'hui ! Plus que jamais, il nous faut pouvoir cerner les principaux changements qui sont à l'œuvre depuis un demi-siècle. Il faut anticiper les évolutions probables, recenser des solutions possibles, fixer des lignes d'horizon. La crise que nous traversons doit être une occasion de nous projeter vers l'avenir. Elle doit nous conduire à imaginer le modèle français de demain.

Monsieur Luc FERRY
Ancien Ministre

Qu'est ce qui a changé en quelques décennies ? Qu'est qui est appelé à changer au cours des prochaines années ? Comment y préparer notre pays sur le moyen terme ? Ces trois questions, dont je mesure l'étendue, je souhaite les soumettre à la réflexion du Conseil d'analyse de la société que vous dirigez. La qualité et la pluralité de ses membres me semblent un gage pour mener à bien cette analyse prospective dont j'entends pouvoir disposer des conclusions dans le courant du mois de mars 2009.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'François Fillon', with a stylized flourish at the end.

François FILLON

TABLE

| | |
|--|----|
| <i>Une crise d'abord économique, après coup seulement financière, sociale et politique</i> | 10 |
| <i>De la mondialisation comme système destructeur de sens, ou pourquoi la politique tend à perdre le contrôle sur le cours de l'histoire</i> | 15 |
| <i>Les trois effets historiques de la mondialisation . . .</i> | 27 |
| <i>Propositions</i> | 59 |
| <i>I. Un axe double, tout à fait prioritaire : l'aide aux familles, l'aide aux entreprises</i> | 63 |
| <i>II. Un axe « équité » : à quelles conditions tous nos concitoyens peuvent-ils se sentir « dans le même bateau » ?</i> | 81 |

FACE À LA CRISE

| | |
|---|------------|
| <i>III. Un axe éducation : repenser de fond en comble l'éducation civique, la voie professionnelle, les programmes d'économie et la place des grandes œuvres dans nos enseignements philosophiques et littéraires</i> | <i>87</i> |
| <i>IV. Un axe réduction des déficits : la question de la solidarité entre les générations . . .</i> | <i>91</i> |
| <i>V. Un axe Europe qui la présente enfin comme le bon niveau pour reprendre la main sur un cours du monde que la mondialisation nous dérobe en permanence</i> | <i>95</i> |
| <i>Conclusion</i> | <i>107</i> |
| <i>Annexe : Lettre du Premier ministre à Luc Ferry</i> | <i>119</i> |

Cet ouvrage a été composé et mis en pages
chez NORD COMPO (Villeneuve-d'Ascq)

N° d'impression :
N° d'édition : 7381-2338-X
Dépôt légal : mai 2009

Imprimé en France